

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 26 novembre 2023 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°257 ■

SIPSA AFRIKA FOOD
DAKAR DU 30 NOVEMBRE
AU 2 DÉCEMBRE
AU SÉNÉGAL

**Premier salon
agricole algérien à
l'international**

P 3

292 823 PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR L'ANEM EN 10 MOIS

84% des emplois créés par le privé

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a dévoilé, samedi à Alger, devant les directeurs de wilayas et les chefs des services d'emploi réunis au Centre familial de la Cnas à Alger, des chiffres concernant le marché de l'emploi. Il a affirmé que pas moins de 292 823 placements ont été effectués, durant les 10 premiers mois de 2023, dans le secteur économique, dont 30 407 dans les wilayas du sud. P 3



TRANSFORMATION
ÉCONOMIQUE DU PAYS

La réindustrialisation, un enjeu stratégique



Le consultant et expert en géoéconomie, Abderhamane Hadeff a appelé à la mise en place d'une stratégie industrielle, accompagnée d'une politique sectorielle ambitieuse et intelligente permettant de replacer l'industrie dans toutes les filières à haut potentiels comme moteur de la croissance et principal levier de diversification de production nationale.

P 2

BANQUE D'ALGÉRIE

La situation macroéconomique de l'Algérie est demeurée solide en 2022

La situation macroéconomique globale de l'Algérie est restée solide l'année dernière, affichant une amélioration globale de tous les indicateurs macro-financiers, en dépit des perturbations géopolitiques mondiales, a indiqué la Banque d'Algérie (BA) dans son rapport pour l'année 2022, au terme de laquelle l'Algérie a confirmé son rebond post-pandémique avec un taux de croissance de 3,2% tiré notamment par les secteurs hors hydrocarbures.

P 5

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

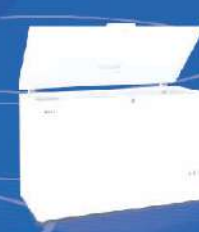
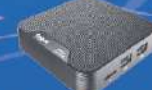
Signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente

L'Algérie et l'Arabie Saoudite renforcent leur coopération économique. Plusieurs accords et mémorandums d'entente ont été signés, jeudi à Ryadh (Arabie Saoudite), entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues saoudiens portant essentiellement sur les domaines de coopération entre hommes d'affaires, les incubateurs et accélérateurs d'affaires et le montage de joint-ventures.

P 4



Géant
ELECTRONIC



Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، مع جـيـون

IMMOBILIERS
ET MAISONS
INTELLIGENTES
**Participation
de 126
exposants
au salon
«e-logia»**

La dixième édition du Salon international des promoteurs immobiliers et maisons intelligentes (e-logia 2023) s'est ouvert vendredi, avec la participation de 126 exposants, a indiqué le commissaire de cet événement, Akram Sidi Yekhlief. La cérémonie d'ouverture de cette édition du salon "e-logia" combiné avec le salon "Design days" qui s'occupe de la décoration et du design, s'est déroulée en présence du consul de la Turquie à Oran Abdulkadir Yuksel. Ce salon réunit les promoteurs immobiliers et aussi des fabricants de portes et fenêtres, a fait savoir M. Sidi Yekhlief dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture, soulignant qu'une trentaine d'exposants étrangers de Turquie, de Chine, de Suisse, des Emirats arabes unis et d'Espagne prennent part à l'exposition. Cet événement vise à contribuer au développement du modèle urbanistique de la ville d'Oran et à lui donner un cachet moderne, à travers la création d'un espace d'échanges lors de ce salon. Une conférence sur les dômes habitables, une nouvelle technique de construction à base d'aluminium et de verre, est prévue en marge de l'exposition, a-t-on indiqué.

TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DU PAYS

La réindustrialisation, un enjeu stratégique

Le consultant et expert en géoéconomie, Abderhamane Hadeef a appelé à la mise en place d'une stratégie industrielle, accompagnée d'une politique sectorielle ambitieuse et intelligente permettant de replacer l'industrie dans toutes les filières à haut potentiels comme moteur de la croissance et principal levier de diversification de production nationale.

Par Z R

Pour lui, la réindustrialisation devient un enjeu stratégique dans le projet de la transformation économique du pays. Dans une contribution adressée à notre rédaction, l'expert a précisé que cette stratégie devrait permettre une plus importante participation de l'industrie dans la structure du PIB qui ne dépasse pas les 5% actuellement alors qu'elle avait une de 15% durant les années

70 - 80 avec un de plus de 18% en 1982. «Les filières agro-alimentaire, numérique, pharmaceutique et énergie renouvelable et électrique sont autant de filières à considérer et surtout bien accompagnées pour améliorer la compétitivité et les performances économiques du pays», affirme-t-il, en soulignant que l'investissement dans ces filières doit avoir la plus grande attention et disposer d'égards particuliers pour permettre l'émergence d'acteurs économiques hautement performants. «Des

critiques comme l'usage technologique, l'innovation et l'export deviennent des éléments de discrimination positive devant tirer vers le haut la sophistication de l'économie nationale. Les partenariats et les alliances avec une attention particulière aux IDE dans les filières citées ci-haut doivent aussi être considérés pour une meilleure intégration dans les chaînes de valeurs mondiales à travers l'accès aux technologies, financements et aussi aux réseaux commerciaux», conclut-il.

CIMENT PÉTROLIER

Bientôt produit à Laghouat

Une nouvelle ligne de production du ciment pétrolier sera lancée prochainement par la société "Amouda Ciment" de Laghouat, pour répondre aux besoins des différentes bases pétrolières et gazières de la région du Sud, a fait savoir jeudi à Ghardaïa le Directeur général de cette société. Mettant en exergue l'importance de ce projet pour le développement économique et social du pays, en marge

d'une rencontre de présentation de l'entreprise "Amouda Ciment" et l'ouverture d'un point de vente pour la région de Ghardaïa, le DG de la société, Aloui Faouzi Ghriassi a expliqué à l'APS que "le lancement de ce nouveau produit au sein de notre cimenterie est motivé par la présence du gisement calcaire de bonne qualité chimique pour la fabrication de ce ciment, et sa proximité avec les bases et gisements pétroliers et gazières du sud (Hassi

R'Mel , Hassi Messaoud)" . Ce nouveau produit contribuera à répondre à une demande croissante des besoins grandissants des chantiers pétroliers dans la région et par la même contribuer à réduire l'importation de ce ciment de l'étranger, a-t-il ajouté. "Notre entreprise s'est donnée comme objectif et devise la carte "qualité" en respectant les normes internationales fondées sur les résultats conjugués de la science, de la technologie ou de l'ex-

périence en conformité avec ISO (International Standard Organization)", a souligné le même responsable . De son côté, Mme Fatima Djarmoun, directrice de la commercialisation et de la communication de cette SARL, a indiqué que "la société compte ouvrir des points de vente à travers l'ensemble des wilayas du sud du pays notamment celles situées sur l'axe routier (RN 1) de la transsaharienne".

R E.

SALON INTERNATIONAL DE LA VENTILATION, ÉLECTRICITÉ, CHAUFFAGE ET CLIMATISATION

Plus de 100 exposants attendus à la 4^e édition

La quatrième édition du Salon international de la ventilation, électricité, chauffage et climatisation (SIVECC) se tiendra du 27 au 30 novembre au Palais des expositions (SAFEX) d'Alger avec la participation de plus d'une centaine d'exposants nationaux et étrangers. Organisée sous le thème «L'efficacité énergétique», cette édition qui réunira les acteurs clés de ces filières, présentera les dernières innovations en matière de technologie énergétique et les solutions les plus novatrices dans ces

domaines. «Des entreprises nationales et étrangères de renommée mondiale exposeront leurs produits et services, offrant aux visiteurs une opportunité unique de découvrir les avancées les plus récentes en matière de technologie de ventilation, d'électricité, de chauffage et de climatisation», ont précisé les organisateurs hier dans un communiqué. Les organisateurs prévoient aussi des démonstrations en direct et des présentations approfondies à l'intention du grand public afin de lui faire découvrir le rôle de

ces technologies dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et la réduction de l'empreinte carbone. Le Salon verra également l'organisation de conférences-débats qui seront animées par une vingtaine d'experts. Les thèmes prévus devraient s'articuler autour des défis actuels du secteur et les solutions durables pour répondre aux besoins croissants en énergie. Par ailleurs, cette nouvelle édition du SIVECC offrira une plateforme exceptionnelle de 5200m² pour le réseautage professionnel. Les participants

auront l'occasion de rencontrer des entreprises, des promoteurs industriels et des représentants d'organisations professionnelles et institutionnelles, favorisant ainsi les collaborations stratégiques. Outre la présence des entreprises leaders dans le domaine, le salon verra également la participation des centres et écoles de formation, des associations d'étudiants, des universités et des centres de recherches activant dans ces domaines, ajoute le communiqué.

S R.

PIÈCES DE RECHANGES AUTOMOBILES

16 opérateurs autorisés à créer des usines

Répondant à une question du sénateur Lakhdar Moulay Saadounne concernant l'intégration des entreprises de production de pièces détachées dans la chaîne de production automobile, Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a indiqué, ce jeudi au Conseil de la nation, que cette question était tributaire du lancement des usines de construction automobile, rappelant qu'«il existe actuellement une seule usine d'une marque connue, qui sera inaugurée en décembre prochain, en attendant

les usines qui entreront en production l'année prochaine ». Néanmoins, « cela n'a pas empêché d'accorder des facilitations aux investisseurs dans ce domaine », a-t-il dit, précisant que 16 opérateurs avaient obtenu des autorisations pour la création d'usines de pièces détachées. A cet égard, il a insisté sur « la nécessité de s'appuyer sur le réseau de sous-traitance et de fournir tous les intrants et les composants, en mettant l'accent sur les pièces en plastique à base de polypropylène », rappelant le projet de création d'une usine pour la production du

polypropylène relevant du secteur de l'énergie. A une autre question du même sénateur concernant le sort des entreprises de textile Elatex et Filab à Oum El Bouaghi, à l'arrêt depuis 2006, le ministre a rappelé la restructuration réalisée en 2011, aboutissant à la création de la Société nationale des industries textiles (filiale du holding GETEX), à laquelle les deux sociétés à l'arrêt ont été rattachées, et les tentatives de relance de leurs activités, en partenariat avec des sociétés étrangères, entre 2017 et 2021. S'agissant de la zone indus-

trielle d'Aïn Beïda, le premier responsable du secteur a indiqué qu'elle avait bénéficié, au titre de 2023, d'une opération de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité, avec une proposition d'inscription de sa réhabilitation dans le cadre du projet de loi des finances pour l'exercice 2024. Le ministre s'est en outre montré rassurant au sujet de l'usine de bois d'Aïn Beïda, en faveur de laquelle des mesures ont été prises avec le groupe Divindus pour le renouvellement de ses machines et son développement.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

292 823 PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR L'ANEM EN 10 MOIS

84% des emplois créés par le privé

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a dévoilé, samedi à Alger, devant les directeurs de wilayas et les chefs des services d'emploi réunis au Centre familial de la Cnas à Alger, des chiffres concernant le marché de l'emploi. Il a affirmé que pas moins de 292 823 placements ont été effectués, durant les 10 premiers mois de 2023, dans le secteur économique, dont 30 407 dans les wilayas du sud.

Par Sirine R

Il a affirmé que 84% des placements effectués étaient dans le secteur économique privé. C'est un bon signe pour le marché de l'emploi qui devrait poursuivre cette lancée durant les prochains mois, notamment avec le démarrage des projets inscrits à l'Agence algérienne de la promotion des investissements (AAPI), au nombre de plus de 4000 à fin octobre dernier. Il est prévu la création de 102 000 nouveaux emplois. Concernant le nombre des attributaires de l'allocation chômage, il avoisine les 2 millions à la fin du mois d'octobre. « Le nombre de bénéficiaires arrêté au mois d'octobre dernier est de l'ordre de 1.985.186 jeunes. Parmi ces bénéficiaires 3375 sont en situations d'handicapes, 620 personnes ayant achevé l'exécution de leur peine » a-t-il souligné. Depuis la mise en exécution de la mesure instiguée par le président de la République en 2022, 279 787 de ces primo demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une offre d'emploi et 28.659 autres ont bénéficié de postes d'emplois. Afin de conférer de la transparence aux recrutements dans les institutions et administrations publiques dans les wilayas, une Circulaire interministérielle a été émise, en 2022, sur les procédures spéciales de sélection et d'emploi de la main-d'œuvre dans le Sud » a rappelé le ministre. Il a affirmé, en outre, que jusqu'au 20 novembre dernier, 322 702 travailleurs ont été régularisés dans le secteur public, soit 99,11 % des dossiers y afférents ont été finalisés. 46.659 travailleurs ont été intégrés, à titre permanent, dans des entreprises du secteur économique. « Les résultats enregistrés au cours des trois dernières années ont montré une nette amélioration de la mise en œuvre du dispositif d'emploi, grâce à sa modernisation, la mobilisation des ressources humaines et financières nécessaires et la mise à niveau des outils de gestion », a relevé Fayçal Bentaleb, en appelant les DG des agences d'emploi à redoubler d'efforts pour l'amélioration du service public et une meilleure gestion de la ressource humaine. Le ministre de tutelle a annoncé la création prochaine d'une nouvelle plateforme numérique dédiée aux demandeurs d'emploi. Elle vise à rapprocher les demandeurs d'emploi, les établissements de formation et les grandes entreprises » a-t-il soutenu. Ce regroupement des responsables des services en charge de l'emploi, au niveau local, organisé sous le slogan «La digitalisation du secteur de l'emploi au service du développement» a permis, par ailleurs, de passer en revue les différentes réalisations enre-

gistrées dans ce domaine. Le ministre a tenu à rappeler à ce propos «les décisions révolutionnaires prises par le président de la République visant à promouvoir l'emploi et à renforcer le pouvoir d'achat des différentes couches de la société», notamment celles relatives à l'intégration des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale et à la mise en place d'une allocation pour les demandeurs d'emploi pour la première fois. Il a souligné qu'en matière de digitalisation, son département s'est conformé aux engagements du président de la République, notamment les engagements n°25, 42 et 44, et a mis en service 102 solutions numériques sur son portail électronique, dont 86 ont été inclus dans le portail électronique du gouvernement. Aussi, a-t-il précisé, «l'Agence nationale de l'emploi a développé 37 services électroniques, parmi lesquels une plateforme interactive d'allocations Minha, qui a permis de contrôler et d'épurer les listes des bénéficiaires du système d'allocation chômage et de les gérer de manière pérenne depuis février 2022». Bentaleb a annoncé, à cet égard, que le secteur compte lancer dans les prochains jours un nouveau service qui permettra de rapprocher et d'adapter les acquis de la formation aux besoins du marché du travail.

gistrées dans ce domaine. Le ministre a tenu à rappeler à ce propos «les décisions révolutionnaires prises par le président de la République visant à promouvoir l'emploi et à renforcer le pouvoir d'achat des différentes couches de la société», notamment celles relatives à l'intégration des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale et à la mise en place d'une allocation pour les demandeurs d'emploi pour la première fois. Il a souligné qu'en matière de digitalisation, son département s'est conformé aux engagements du président de la République, notamment les engagements n°25, 42 et 44, et a mis en service 102 solutions numériques sur son portail électronique, dont 86 ont été inclus dans le portail électronique du gouvernement. Aussi, a-t-il précisé, «l'Agence nationale de l'emploi a développé 37 services électroniques, parmi lesquels une plateforme interactive d'allocations Minha, qui a permis de contrôler et d'épurer les listes des bénéficiaires du système d'allocation chômage et de les gérer de manière pérenne depuis février 2022». Bentaleb a annoncé, à cet égard, que le secteur compte lancer dans les prochains jours un nouveau service qui permettra de rapprocher et d'adapter les acquis de la formation aux besoins du marché du travail.

SIPSA AFRIKA FOOD DAKAR DU 30 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE AU SÉNÉGAL

Premier salon agricole algérien à l'international

Le SIPSA Filaha organise la première édition du salon agricole algérien à l'international. Il s'agit du SIPSA Afrika Food Dakar. Pas moins de 25 exposants algériens qui vont représenter le secteur agricole algérien au Sénégal du 30 novembre au 2 décembre prochain. «Le SIPSA-Filaha exporte l'agriculture algérienne vers les pays de la CEDAO en organisant un salon de l'agriculture à Dakar en partenariat avec le SIAGRO (Salon Sénégalais de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Plus de 25 exposants dans des domaines très variés exposeront le savoir-faire agricole algérien pendant 3 jours avec à la clé, des accords de partenariats avec leurs homologues entreprises sénégalaises», indiquent les organisateurs dans un communiqué. Le président du groupe de la réflexion Filaha Innove (GRFI), en l'occurrence Dr Amine Benssemmane a expliqué que l'objectif principal de cet événement est de renforcer la coopération entre l'Algérie et le Sénégal dans le domaine agricole et de l'agroalimentaire. Lors d'une conférence de presse tenue hier à Alger, Dr Benssemmane a indiqué que cette exposition sera une plateforme d'échange et de partage d'expériences entre les opérateurs algériens et sénégalais. Tous cela, dira-t-il, contribuera à la promotion des investissements entre les deux pays. L'Algérie et le Sénégal, rappelle-t-on accordent une grande importance au secteur agricole, en allouant des budgets conséquent pour le renforcement de la sécurité alimentaire et réduire les importations. Pour sa part, Brahim Zitouni, Vice-président du GRFI, a souligné l'importance d'intensifier les échanges commerciaux Sud-Sud, notamment dans le domaine de l'agroalimentaire. Il a expliqué dans ce sens que cela permettra à l'Algérie de ne plus être dépendante des marchés occidentaux. Les industriels et transformateurs algériens peuvent s'approvisionner en intrants nécessaires pour les transformer en Algérie, d'autant plus que nos capacités de production ne fonctionnent qu'à 20%. Donc, il est de l'intérêt de l'Algérie et des pays africains comme le Sénégal de nouer des partenariats gagnant-gagnant pour réduire leurs dépenses en devises et augmenter les échanges commerciaux. Actuellement, des opérateurs algériens importent des intrants de l'UE, alors que l'origine de la matière première à l'instar du Cacao est de l'Afrique! En somme, le renforcement de la coopération Sud-Sud ne pourrait qu'être bénéfique pour les pays du continent africain.

A B / Z R.

ENERGIE ET MINES

60 projets de recherches adoptés par des entreprises

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, hier à Alger, qu'une soixantaine de projets de recherche proposés dans le cadre du programme national de recherche (PNR) ont été adoptés par les entreprises de son secteur. Parmi ces entreprises, il citera Sonatrach, Sonelgaz et la Sonarem. Le ministre a affirmé que l'exploitation de ces recherches contribuera inévitablement à apporter des solutions aux défis énergétiques auxquels « notre pays est confronté en explorant de nouvelles méthodes et voies d'amélioration des diverses chaînes de valeur, que ce soit dans la production, l'exploitation ou le transport, et la distribution d'énergie ou l'efficacité énergétique, ainsi que le développement de sources d'énergie renouvelables et propres tout en proposant des solutions pour réduire les émissions à

effets de serre». De plus, ces programmes peuvent soutenir la croissance économique en favorisant la création de nouvelles startups créatrices de valeur ajoutée et d'opportunités d'emploi», indique-t-il. Prenant part au troisième appel à projets de recherche et développement dans le cadre des programmes nationaux de recherche, le ministre a souligné l'importance de l'événement pour mettre en valeur les différents projets de recherche liés à la sécurité alimentaire, à la sécurité énergétique et à la santé. Des projets devant être concrétisés sur le terrain afin de créer des passerelles entre le monde académique et scientifique et le monde économique et industriel. Soulignant les mutations majeures que connaît l'économie mondiale, notamment dans ses aspects géopolitique,

économique et social affectant grandement la croissance et le développement de l'économie mondiale, le ministre a mis en avant l'importance de « l'énergie en tant que moteur de développement des activités économiques et sociales » ajoutant que « les nouvelles transformations structurelles du secteur énergétique mondial affecteront grandement le modèle et la consommation d'énergie en adoptant des politiques audacieuses s'appuyant sur les énergies propres et en réduisant l'empreinte carbone ». Le ministre a également souligné que l'Algérie, à la lumière de ces changements, cherche à s'adapter au contexte international en répondant aussi bien « à la demande croissante en énergie » et en contribuant au « développement social et économique du pays ». Abordant la sécurité énergétique, considérée comme l'une des questions

fondamentales et prioritaires, en particulier à la lumière de la demande croissante d'énergie et du recours à des sources d'énergie épuisées, notamment fossiles, qui ne suffisent plus en raison du faible niveau d'investissement, Mohamed a indiqué que l'Algérie aspire à bâtir une politique énergétique efficace, avec des orientations à la fois énergétiques et économiques. Ce qui, précise le ministre, permettra à l'Algérie de diversifier son mix énergétique et d'assurer sa sécurité énergétique à moyen et long terme. Seule condition, selon le ministre, de parvenir à une transition énergétique prenant en compte toutes les sources disponibles et propres tout en rationalisant la consommation énergétique et à s'appuyer sur les énergies nouvelles et renouvelables ainsi que le développement de l'hydrogène.

S T/agence

CONSEIL D’AFFAIRES ALGÉRO-BRITANNIQUE

Etendre davantage le partenariat en place

Le Conseil d'affaires algéro-britannique (ABBC) a organisé jeudi soir à la Chambre des Lords, sa rencontre annuelle, sous le patronage de la Baronne Symons, une amie de l'Algérie, présidente de la Chambre de commerce arabo-britannique. Outre les ambassadeurs d'Algérie à Londres, M. Nourredine Yazid et du Royaume-Uni à Alger, Mme Sharon Ward, de nombreux patrons de groupes et d'opérateurs économiques étaient présents à ce rendez-vous annuel, devenu incontournable.

La rencontre a permis aux différents orateurs de mesurer le chemin parcouru par les relations algéro-britanniques, ces dernières années, et de se projeter dans un avenir des plus prometteurs. Première intervenante, la présidente d'ABBC, Mme Olga Maitland a parlé, avec beaucoup d'enthousiasme, de la place, de plus en plus grande, de son pays dans l'économie de l'Algérie et de l'ancrage de la langue anglaise dans le système éducatif algérien.

« L'Algérie est un grand Etat moderne qui a pris son envol, se développe dans tous les domaines et qui offre des opportunités infinies », a-t-elle souligné. Rappelant que la défunte reine Elizabeth II avait effectué une visite en Algérie en 1980, la présidente d'ABBC a émis le vœu de voir l'actuel souverain Charles III suivre l'exemple de sa mère.

La Baronne Symons a, de son côté, loué « le partenariat remarquable et la relation d'amitié florissante qui se sont établis entre l'Algérie et le Royaume-Uni », exprimant sa conviction que « les mécanismes et les jalons mis en place permettront à ce partenariat multiforme de prendre plus d'ampleur et de toucher tous les secteurs de pointe sans aucune exception, citant les domaines de l'intelligence artificielle, la nanotechnologie et le numérique ».

L'oratrice s'est réjouie de la décision des dirigeants des deux pays d'établir un dialogue stratégique, appelant les autorités algériennes à « tirer profit de la mesure édictée par le gouvernement britannique de lever les barrières douanières sur les produits algériens ».

La Baronne Symons a, enfin, souhaité une participation active de l'Algérie au prochain Sommet Royaume-Uni-Afrique, prévu en 2024 « en raison de son poids et de son rôle sur le continent ».

Prenant à son tour la parole, l'ambassadeur d'Algérie, M. Nourredine Yazid a souligné « la détermination du gouvernement algérien à construire une économie forte, dynamique, résiliente et diversifiée et à garantir toutes les facilités pour attirer et promouvoir les investissements britanniques en Algérie », exprimant sa satisfaction de voir que les deux pays « jouissent déjà d'une excellente relation » et que « le Dialogue stratégique engagé donne un élan certain aux échanges économiques ».

Synthèse R.E.

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

Signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente

L'Algérie et l'Arabie Saoudite renforcent leur coopération économique. Plusieurs accords et mémorandums d'entente ont été signés, jeudi à Ryadh (Arabie Saoudite), entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues saoudiens portant essentiellement sur les domaines de coopération entre hommes d'affaires, les incubateurs et accélérateurs d'affaires et le montage de joint-ventures.

Par Slimane T

La signature de ces accords est intervenue en marge des travaux du Forum d'affaires algéro-saoudien qui s'est déroulé sous la coprésidence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, et du représentant du ministre saoudien de l'Investissement, Badr Ibn Ibrahim Al Badr, en présence du chargé d'affaires à l'ambassade d'Algérie à Ryadh, Bachir Bakhouch.

A cet effet, un accord de coopération a été conclu entre le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et la Fédération des chambres de commerce et d'industrie saoudiennes, signé du côté algérien par le président du CREA, Kamel Moula et du côté saoudien par le vice-président de la Fédération, Badr Al-Ruzaïza. Un accord de coopération a été signé, en outre, dans le domaine des incubateurs, des accélérateurs d'affaires et des espaces de coworking, en sus d'un accord sur le montage d'une entreprise algéro-saoudienne spécialisée dans le Data mining. Aussi, il a été procédé à la signature d'un accord pour la création d'une société algéro-saoudienne en matière d'investissement, un accord de coopération entre deux compagnies algérienne et saoudienne dans le domaine des services touristiques et de l'investis-

sement et un accord de coopération entre deux sociétés algérienne et saoudienne en matière de commerce des ascenseurs et des pièces de rechange pour la commercialisation des produits de l'entreprise saoudienne en Algérie.

Le forum a également vu la signature de mémorandums d'entente concernant la coopération dans le domaine de l'entrepreneuriat, la création d'une entreprise algéro-saoudienne activant dans le secteur l'entrepreneuriat et des matériaux de construction, ainsi que la coopération entre le groupe algérien d'investissement "Normad" et "Al-Harish Trading" en Arabie saoudite.

Le Forum a vu la présence d'un nombre important d'entreprises et de représentants du monde des affaires dans les deux pays, dont M. Kamel Moula, président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et M. Hassan Al Huwaizi, président de la fédération des chambres de commerce et d'industrie. Le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni a appelé, à l'ouverture des travaux du forum économique à Ryadh, à la promotion des échanges commerciaux entre l'Algérie et le Royaume d'Arabie Saoudite, à la hauteur des grandes potentialités économiques des deux pays.

Il a souligné la nécessité de «renforcer les relations de coopération, à travers le développement des relations commer-

ciales bilatérales qui restent en deçà du potentiel des deux pays, outre l'élargissement des domaines d'investissement, d'autant que l'investisseur saoudien est un partenaire fiable qui maîtrise les techniques modernes utilisées dans divers domaines».

L'Arabie Saoudite est le deuxième partenaire arabe de l'Algérie, avec un volume global d'échanges commerciaux estimé durant les six premiers mois de 2023 à 407,07 millions de dollars, dont 25,69 millions de dollars seulement d'exportations algériennes contre 381,38 millions de dollars d'importations durant la même période.

Le volume des échanges commerciaux avec l'Arabie Saoudite a oscillé, ces quatre dernières années, entre 622,02 millions de dollars comme seuil minimum enregistré en 2020 et 946,89 millions de dollars comme seuil maximum en 2022.

« En dépit du déficit reflété par ces chiffres, nous demeurons optimistes quant à l'avenir prospère attendu par les deux pays, fondé sur le principe gagnant-gagnant, dans plusieurs secteurs d'investissement disposant d'atouts et de perspectives prometteuses, notamment les mines, l'agriculture, les industries manufacturières et l'agroalimentaire, les grandes surfaces commerciales et les complexes touristiques», a ajouté le ministre.

FORUM DES JEUNES D’ALGÉRIE À ORAN

Appel aux jeunes pour s’attacher à l’esprit d’initiative en matière d’entrepreneuriat

Les participants à une séance-débat sur l'autonomisation économique, tenue dans le cadre de la 2e édition du Forum des jeunes d'Algérie, ouvert jeudi à Oran, ont appelé les jeunes à s'attacher à l'esprit d'initiative dans le domaine de l'entrepreneuriat et des affaires.

Dans ce cadre, le professeur Iliès Mas-sasi, spécialiste en Sciences économiques et en gestion des affaires de l'Université de Ghardaïa, a exhorté les jeunes à adhérer à la conscience et à l'esprit de responsabilité et à rejeter "toutes les pratiques négatives du passé", tout en rejetant la corruption et le gaspillage et en promouvant les bonnes pratiques, faisant preuve de "conscience, d'esprit patriotique et d'esprit d'entreprise".

Le même intervenant a souligné l'importance d'impliquer les jeunes dans le domaine de la création de la richesse,

ainsi que des micro-entreprises et des startups, pour entrer dans le domaine des affaires, ce qui contribuera à la relance et au renouveau économiques.

Pour sa part, la Présidente-directrice générale de la startup "Diar Dzair", spécialisée dans le commerce électronique et d'innovation, Nadjet Ghalmi, a souligné la nécessité de "lever les entraves bureaucratiques, qui ont été un obstacle dans le passé devant les jeunes pour exploser leurs énergies intellectuelles, créatives et innovatrices, dans le domaine de la création de startups, la création de produits nouveaux et d'opportunités d'emploi, en plus de contribuer à diversifier l'économie hors hydrocarbures".

Un expert commissaire aux comptes et coach en entrepreneuriat, Hocine Boukabous, a appelé à "simplifier les procédures administratives, utiliser le mécanisme de numérisation dans le do-

maine de la création d'entreprises et donner la chance aux jeunes dans le domaine des statistiques, des données économiques et obtenir des ressources financières et humaines".

Il a souligné que "l'Algérie possède tous les cadres juridiques et de financement en faveur des jeunes pour créer leurs startups et ils doivent, donc, œuvrer et contribuer à impulser le développement et conférer une valeur ajoutée à l'économie nationale".

Pour rappel, ce forum dont la cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence des membres du gouvernement, des représentants de la société civile, de la famille révolutionnaire et des autorités locales, enregistre la participation de plus de 800 jeunes hommes et femmes de différentes wilayas du pays âgés entre 18 et 35 ans, des membres du CSJ de différentes couches sociales et régions et de la communauté natio-

nale à l'étranger.

Ce forum abordera deux axes principaux: le premier portera sur les convictions visant à renforcer l'esprit de citoyenneté, la participation à la vie publique et politique, l'autonomisation économique et la prise de conscience de l'environnement stratégique, et le second concerne les compétences des jeunes, la communication, le leadership et la planification.

Le programme de cette rencontre, qui prendra fin samedi, comprend des assises sur le dialogue relatif à "l'autonomisation politique" et "l'autonomisation économique", ainsi que des ateliers de compétences sur "le leadership et la planification" et "la communication et le réseautage", outre la programmation de sorties de reboisement, de nettoyage et autres de loisirs et de divertissement.

R.E.

BANQUE D'ALGÉRIE

La situation macroéconomique de l'Algérie est demeurée solide en 2022

La situation macroéconomique globale de l'Algérie est restée solide l'année dernière, affichant une amélioration globale de tous les indicateurs macro-financiers, en dépit des perturbations géopolitiques mondiales, a indiqué la Banque d'Algérie (BA) dans son rapport pour l'année 2022, au terme de laquelle l'Algérie a confirmé son rebond post-pandémique avec un taux de croissance de 3,2% tiré notamment par les secteurs hors hydrocarbures.

Synthèse S T.

«Après avoir fait preuve d'une grande résilience face aux vagues du COVID-19 et à leurs conséquences, l'économie algérienne enregistre pour l'année 2022 de bons résultats », et a « pu consolider sa balance commerciale, y compris les exportations hors hydrocarbures, et augmenter ses réserves de change en contexte de très faible endettement extérieur », relève la BA qui note cependant une « persistance des tensions inflationnistes, notamment d'origine importée et qui reste un défi majeur à court et moyen termes ».

L'activité économique a connu, en 2022, une croissance appréciable du produit intérieur brut (PIB) à 3,2% (avec un PIB à 27.688,8 milliards (mds) Da en valeur en 2022) après une forte récession de 5,1% en 2020 suite au choc pandémique,

et un rebond à 3,4% en 2021. Il s'agit d'une « performance reflétant une dynamique de l'activité économique » puisque la croissance du PIB en volume hors hydrocarbures est passée de 2,3% en 2021 à 4,3% en 2022, tandis que celle des hydrocarbures a reculé de 0,6% en 2022 après une forte croissance de 10,5% une année auparavant.

Le secteur agricole a enregistré une croissance de 5,8%, l'industrie une croissance quasi stable de 5,2% en volume en 2022, alors que les services marchands ont marqué une croissance de 5,5% en 2022 (contre 4,9% en 2021), et les services non marchands une croissance de 2,8 % en 2022 contre 1,5% en 2021.

S'agissant, d'autre part, de la balance des paiements, son solde global a considérablement augmenté en 2022, affichant un excédent de 18,47 mds de dollars contre un déficit de 1,48 milliard de dollars une année auparavant, selon les don-

nées de la Banque centrale qui souligne « la solidité » de la position extérieure globale de l'Algérie avec l'augmentation du niveau des réserves de change, qui sont passées de 45,3 mds de dollars à fin 2021 à 60,99 mds de dollars à fin 2022 en contexte de faible dette extérieure.

Les crédits à l'économie ont augmenté à 10.115,24 mds Da

Selon le rapport qui retrace l'évolution des activités de l'ensemble des agents économiques du pays en 2022, la politique monétaire mise en œuvre par la BA en 2022 s'est traduite par des actions de normalisation graduelle, notamment via la levée des mesures exceptionnelles d'allègement prudentielles adoptées en mars 2020, dans le contexte de la crise sanitaire du COVID-19.

Mais, la Banque d'Algérie a pour-

suivi son action de soutien au financement de l'économie en maintenant le taux de réserves obligatoires à 2% et le taux d'intérêt directeur applicable aux opérations principales de refinancement à 3% en 2022, en contexte d'augmentation de la liquidité bancaire, suite au Programme spécial de refinancement (PSR) d'un montant de 2.100 mds de dinars initié en juillet 2021 et clôturé en juin 2022.

Le montant du PSR remboursé par anticipation en 2022 s'élève à 463,39 mds de dinars, soit 22% du programme, rappelle-t-on de même source qui souligne que la normalisation de la politique monétaire s'est également traduite en octobre 2022 par la mise en place d'une opération de reprise de liquidité bilatérale ciblée de 300 mds de dinars, afin d'absorber la source d'excès de liquidité potentiellement inflationniste. Il s'agit, selon le rapport, d'une mesure complémen-

taire « de l'ajustement du taux de change du dinar, entre fin juillet et fin septembre 2022, qui s'est apprécié de 4,1% contre le dollar américain et de 7% contre l'euro. Ceci a permis de réduire, sur le court terme, une partie de l'inflation importée dont la contribution à l'inflation globale a été de plus de 70% en 2021 et de 61,7% en 2022 ».

En 2022, les crédits à l'économie ont augmenté de 3,3% en 2022 à 10115,24 mds Da contre une baisse de 12,4% en 2021, indique encore la BA, relevant, qu'en termes de solidité financière, « la quasi-majorité des indicateurs demeure confortable en conséquence des politiques publiques déployées pour soutenir la relance économique post-pandémique. Ces politiques ont permis aux banques de faire preuve d'une grande résilience et d'une solvabilité significativement renforcée ».

BANQUE MONDIALE

Que nous apprend l'imagerie satellitaire sur l'économie algérienne ?

Il peut être difficile d'appréhender les évolutions économiques lorsque les données sont agrégées et publiées avec un délai. En Algérie, par exemple, les données sur le PIB sont disponibles jusqu'au quatrième trimestre 2022.

Pour les compléter, nous montrons que l'imagerie satellitaire capturant l'intensité de l'éclairage nocturne, publique et disponible en temps utile, est un bon indicateur de l'activité économique. L'éclairage nocturne des sites de production et de transformation du pétrole et du gaz produit un estimateur fiable du PIB des hydrocarbures, tandis que le lien statistique entre l'éclairage nocturne qui exclut ces sites et le PIB hors-hydrocarbures est encore plus robuste. À l'aide de ces données, nous produisons un proxy pour le PIB avec un délai d'un mois et examinons les dynamiques régionales de croissance.

Les données d'intensité de l'éclairage nocturne peuvent être utilisées pour suivre l'activité économique de l'Algérie, à condition de séparer l'activité hydrocarbures de celle hors hydrocarbures. Au cours de la dernière décennie, de nombreuses études ont montré que les données d'éclairage nocturne étaient un indicateur fiable de l'activité économique. Elles sont disponibles quotidiennement avec un délai minimal et une granularité spatiale élevée, et sont librement accessibles sur le site Web du Earth Observation Group et de la NASA. La Banque mondiale a créé un tutoriel pour aider les chercheurs à les utiliser de manière indépendante.

Récemment, Roberts et al. (2020) ont utilisé l'éclairage nocturne pour suivre l'impact de la crise de la COVID-19 dans 47 villes de la région MENA, dont Alger, Oran et Constantine. Bien que ces don-

nées puissent être utilisées pour fournir un indicateur opportun et spatialement dés-agrégé de l'activité économique en Algérie, la taille du secteur des hydrocarbures du pays pose des défis supplémentaires.

La production et la transformation du pétrole et du gaz naturel génèrent d'importantes quantités de lumière, ce qui est notamment visible autour du champ pétrolier de Hassi Messaoud (wilaya de Ouargla), du champ gazier de Hassi R'mel (Laghouat, Ghardaïa), ainsi que dans les wilayas (provinces) productrices de pétrole et de gaz d'Adrar et d'Illizi (figure 1). Il convient donc d'analyser séparément l'activité hydrocarbures et celle hors hydrocarbures.

La corrélation entre le PIB des hydrocarbures et l'éclairage nocturne provenant des sites de production et de transformation du pétrole et du gaz est remarquable. Nous isolons l'éclairage nocturne associé au torchage du gaz en utilisant les coordonnées géographiques des sites de torchage fournies par l'initiative mondiale de réduction du torchage du gaz de la Banque mondiale. Dans un modèle économétrique simple, l'éclairage nocturne issu du torchage explique 94 % du niveau de production mensuel de pétrole brut. De même, l'éclairage hors-torchage dans les wilayas productrices de gaz explique 69 % du niveau de production mensuel de gaz naturel, avec un coefficient statistiquement significatif sur l'éclairage du champ gazier de Hassi R'mel. En ajoutant l'éclairage issu du torchage des usines de raffinage de pétrole et de liquéfaction de gaz à Arzew et Skikda, l'éclairage nocturne explique 80 % de la valeur ajoutée réelle trimestrielle des hydrocarbures.

L'éclairage nocturne est un indicateur tout

aussi robuste de l'activité hors hydrocarbures de l'Algérie. Nous modélisons le PIB réel hors hydrocarbures en utilisant l'éclairage nocturne hors-torchage dans les quatre plus grandes régions de l'Algérie (Nord-Ouest, Centre-Nord, Nord-Est et Hauts Plateaux de l'Est), qui représentent environ 80 % de la population du pays.

Dans une régression univariée, l'éclairage nocturne explique 87 % du niveau du PIB réel hors hydrocarbures, indicateur qui passe à 93 % lorsque l'on tient compte de la tendance et de la saisonnalité des données. Nous estimons qu'une augmentation de 1 % de l'éclairage nocturne est associée à une augmentation de 0,5 % du PIB hors hydrocarbures.

Par conséquent, l'éclairage nocturne est une bonne approximation de l'activité économique en Algérie et renseigne sur les dynamiques de croissance régionale. Notre indicateur d'éclairage nocturne a correctement estimé le taux de croissance moyen du PIB hors hydrocarbures et des hydrocarbures de 2013 à 2016, ainsi que l'important ralentissement de 2017 à 2019. Les régions des Hauts Plateaux de l'Est et du Nord-Ouest ont été les principaux moteurs de la croissance hors hydrocarbures entre 2013 et 2016, mais ont connu un ralentissement plus important avant la crise de la COVID-19.

À l'inverse, la région du Centre-Nord, où se trouve Alger, a soutenu la croissance de 2017 à 2019. La forte contraction économique liée à la COVID-19 a touché toutes les régions en 2020, mais la région Nord-Est a connu une baisse particulièrement forte. Enfin, la région des Hauts Plateaux de l'Est a connu une reprise plus rapide de l'activité économique.

La fiabilité du modèle permet une estima-

tion de la croissance du PIB sur les trois premiers trimestres de 2023. Des estimations en temps utile de l'activité économique sont essentielles pour les décideurs, les entrepreneurs et les investisseurs et, alors que les données des comptes nationaux de l'Office National des Statistiques sont disponibles jusqu'au quatrième trimestre 2022, nos estimations basées sur l'éclairage nocturne sont disponibles avec un décalage d'un mois seulement.

Ces dernières indiquent que la solide croissance hors hydrocarbures en 2022 s'est poursuivie au cours des neuf premiers mois de 2023, suggérant une croissance de 4,5 % en glissement annuel. Compte tenu de la stabilité de la production des hydrocarbures, la croissance du PIB se serait accélérée pour atteindre 3,6 % au cours des neuf premiers mois de l'année. Cette croissance serait plus rapide que durant les années pré-COVID et rappelle la performance de croissance de l'Algérie avant 2015. Entre-temps, la décélération apparente en 2023 aurait été tirée par la région du Centre-Nord, notamment la wilaya d'Alger.

Compte tenu de sa valeur ajoutée, l'analyse des données d'éclairage nocturne fait désormais partie intégrante du Rapport de Suivi de la Situation Économique semestriel de la Banque mondiale sur l'Algérie. Ces données satellitaires font partie d'un ensemble croissant de données non conventionnelles et de données massives (big data) utilisées pour compléter les sources nationales et internationales classiques, afin de mieux prendre le pouls de l'économie algérienne et du bien-être de ses citoyens, et en temps utile.

Source : B M.

GIPLAIT
L'unité de
Bouira
opérationnell
e le mois de
Ramadhan
2024

L'unité du Groupe public de lait et dérivés (Giplait) en cours de réalisation dans la wilaya de Bouira sera opérationnelle le mois de Ramadhan 2024, a indiqué mercredi la Présidente directrice-générale (PDG) du groupe, Samah Lahlouh, qui a inspecté le chantier. Mme Lahlouh, qui s'est rendue sur le site de réalisation de cette unité, a souligné dans une déclaration à la presse que "le projet devra être réalisé dans un délai de deux mois en ce qui concerne la structure, puis il sera procédé à son équipement, et nous espérons que l'unité sera opérationnelle d'ici le mois de ramadan prochain, si toutes les conditions seront réunies". Mme Lahlouh a tenu à préciser qu'une fois opérationnelle, "cette unité produira 300.000 litres par jour", ce qui, selon elle, "contribuera largement à couvrir les besoins de la wilaya de Bouira en matière du lait".

Sur le site du chantier, les responsables de l'entreprise réalisatrice ont soulevé quelques contraintes techniques liées à la réalisation du réseau d'assainissement, ainsi qu'au forage et la bache à eau. A ce propos, le wali, Abdelkrim Lamouri, a rassuré l'entreprise réalisatrice quant à la levée de toutes les contraintes pour qu'elle puisse rattraper le retard et livrer ce projet dans les meilleurs délais.

A Bouira, les autorités locales accordent une importance particulière à ce projet, qui, selon les détails fournis par les services de la wilaya, générera jusqu'à 120 postes d'emploi directs et des dizaines d'autres indirects pour les jeunes locaux. Pour rappel, Le site dédié à la réalisation du projet est situé à la sortie Est de la ville de Bouira, où d'anciens hangars ont été récupérés par les services de la wilaya pour abriter cette unité, qui sera réalisée dans le cadre d'une convention de partenariat entre le Groupe Giplait et la wilaya.

EL TARF

Reconstitution progressive des zones forestières affectées par les incendies

Une opération de régénération progressive des espaces forestiers ravagés par les incendies des trois dernières années, dans la wilaya d'El Tarf, est en cours au moyen d'importantes actions de reboisement.

Des campagnes sont ainsi programmées, dont la plus importante bat son plein au titre de l'année 2023, visant la mise en terre de 500.000 arbres dans le cadre d'une opération de reboisement entamée durant la seconde quinzaine d'octobre, selon le Conservateur des forêts, Abdelaziz Belahdji.

Le même responsable a ajouté que le processus de reboisement pour la saison 2023-2024 permettra de réhabiliter plus de 500 hectares par la plantation d'environ 500.000 pousses d'arbres dans les zones forestières les plus touchées par les incendies de forêt, en plus d'un programme parallèle de volontariat devant inclure 24 communes de la wilaya. L'opération comprend la plantation de différentes essences forestières adaptées au climat de chaque région, tel le cyprès, le chêne-liège, le chêne vert, le pin d'Alep, le saule, l'olivier et le caroubier, selon M. Belhadji. Ce dernier a fait part de la conclusion de conventions avec plusieurs associations actives sur le terrain afin d'accompagner la Conservation des forêts dans la réhabilitation des zones forestières endommagées au cours de l'été dernier, tout en travaillant à l'entretien des pousses nouvellement plantées pour les préserver



durant les étapes de leur croissance.

Implication des secteurs d'activité et des associations

Selon le Conservateur des forêts, la plantation d'essences forestières se poursuivra jusqu'à la fin du mois de mars 2024, mettant à contribution différents secteurs d'activité ainsi que les citoyens volontaires qui seront accompagnés et formés aux

techniques de mise en terre afin d'assurer le succès de la campagne et favoriser la croissance rapide des arbres. Afin de réussir les opérations de plantation, notamment sur le plan technique, la Conservation des forêts a signé plusieurs conventions avec des associations locales activant dans l'Environnement, et organisé des journées de formation au profit de leurs responsables sous la supervision de l'Institut national de recherche forestière d'Alger.

L'objectif étant de leur enseigner les techniques et les méthodes correctes de plantation, selon le même responsable qui a rappelé que les incendies de forêt de l'été 2022 avaient détruit quelque 6.000 hectares de couvert forestier. Il est à noter que la superficie forestière de la wilaya d'El Tarf est de 167.311 hectares, ce qui représente environ 57 % de la superficie totale de la wilaya, selon le Conservateur des forêts.

EAU POTABLE À TIZI OUZOU

Arrêt du système d'alimentation du flanc nord suite à un incident

La distribution d'eau potable à partir du système d'alimentation des localités du flanc nord de la wilaya de Tizi-Ouzou s'est arrêté, vendredi, suite à un incident survenu le réseau, privant huit communes d'eau, a informé l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE), dans un communiqué.

« Un déboisement de la conduite de refoulement

du transfert d'eau à partir du barrage de Taksebt vers les localités du flanc nord de la wilaya, survenu vendredi sur le tronçon reliant les stations de refoulement 2 et 3, a entraîné l'arrêt de ce système d'alimentation », a-t-on précisé dans le document. L'incident, a causé « des perturbations dans les programmes de distributions d'eau potable, au niveau de l'ensemble des com-

munes de Boudjima, Tigzirt, Iflissen, Timizart, Aghribs, Akerrou, Azeffoun et Yakouren (en partie) », a-t-on ajouté.

L'unité ADE de Tizi-Ouzou a rassuré les habitants de ces communes que « d'importants moyens humains et matériels, sont déployés sur le site du déboisement, afin de procéder à la réparation de la conduite dans les meilleurs délais ».

OUARGLA

Remise de 30 actes d'attribution de terres agricoles

Trente actes d'attribution de terres agricoles ont été remis jeudi dernier dans la wilaya d'Ouargla à des investisseurs ayant postulé via la plateforme de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (Odas).

Une opération de remise de 30 actes d'attribution de terres agricoles s'est effectuée au siège de la wilaya, sous l'égide du wali d'Ouargla, Mustapha Aghamir, en présence du directeur général de l'Odas. Elle s'inscrit au titre du programme de l'Odas, dont le siège se trouve dans la wilaya d'El-Méniaâ. Ces investisseurs, ayant

d'ores et déjà postulé à cette opération à travers la plateforme numérique, se sont vu accorder, selon leurs vœux, une superficie agricole globale de 33.000 ha de terres situées dans les périmètres agricoles de Hassi-Lehdou, région de Gassi-Touil (commune de Hassi-Messaoud), et Sahn-1 et 2 (commune de N'goussa). Le DG de l'Odas, Guennoune Djoudi, a, à cette occasion, indiqué que ces périmètres ont été attribués aux investisseurs ayant remplis les conditions établies par l'office, avant d'appeler les bénéficiaires à faire preuve d'initiative et d'action, et d'adhérer aux efforts de l'Etat visant à réaliser l'autosuffisance et

la réduction de la facture des importations, notamment des cultures stratégiques. Guennoune a fait savoir, à ce titre, que d'autres surfaces seront mises à la disposition des agriculteurs avant la fin de l'année courante et d'autres le seront durant le premier semestre 2024, par souci d'étendre les surfaces des cultures stratégiques dans cette région aux grandes potentialités naturelles faisant d'elle un pôle agricole par excellence. Le wali d'Ouargla a, pour sa part, affirmé que ses services s'emploient, en coordination avec l'Odas et d'autres instances en rapport avec le secteur, à aplanir les contraintes auxquelles font face les promo-

teurs agricoles. Il a, à ce titre, indiqué que tous les nouveaux périmètres agricoles seront électrifiés, en sus de la délivrance des autorisations de réalisation des forages agricoles, l'ouverture de pistes d'accès, en application des directives des hautes instances du pays qui accordent tout l'intérêt voulu à la relance du secteur agricole, notamment dans le sud du pays. Le wali a, enfin, indiqué que Ouargla a réalisé des résultats « encourageants » dans la filière des cultures stratégiques, notamment la céréaliculture concentrée dans la région de Gassi-Touil (commune de Hassi-Messaoud).

AVENIR DE L'HUMANITÉ

Serons-nous les dinosaures du XXI^e siècle ?

Admettons-le : nous sommes vraiment des créatures insensées. Nous devrions vraiment être furieux de notre époque. L'hémisphère nord vient de connaître l'été le plus chaud de l'histoire, avec, mois après mois, les mois de juin, juillet, août et (de loin) septembre les plus chauds jamais enregistrés.

TomDispatch, Tom Engelhardt

Des records de chaleur stupéfiants ont été enregistrés partout dans le monde. Du Canada à Hawaï en passant par l'Europe, les incendies ont battu tous les records. (En fait, les incendies de l'été canadien menacent maintenant pour la première fois de survenir même pendant les mois d'hiver – et je crains que cette formule ne devienne trop ennuyeuse et répétitive – de toute l'histoire). L'hémisphère sud a connu un « hiver » de – oui ! – d'enfer. En Europe, qui brûlait, la Grèce a connu des incendies et des inondations sans précédent. En Libye, une partie importante d'une grande ville a été emportée par les eaux. La Chine a également connu des inondations sans précédent autour de sa capitale, où 1,2 million de personnes ont dû être évacuées, ainsi qu'à Hong Kong. La banquise dans l'Antarctique est tombée à son niveau le plus bas (oui, encore une fois !) jamais enregistré, tout comme la banquise dans l'Arctique, ce qui contribue à garantir un avenir dans lequel la hausse du niveau des mers pourrait inonder les villes côtières. Le Groenland, quant à lui, contribue à ce même avenir en commençant l'année 2023 avec des températures inégales depuis au moins 1 000 ans et en continuant à établir de nouveaux records de température en juillet. Pire encore, ce n'est que le début d'une liste qui semble de plus en plus longue.

Dans certaines régions de mon pays, les États-Unis, cet été a été littéralement un enfer sur terre et, comme le titrait récemment un article du New York Times, également « un aperçu estival de l'avenir : inondations, incendies et chaleur étouffante » (sa première phrase : « On aurait dit les premières minutes d'un film catastrophe. ») (Une vague de chaleur stupéfiante, par exemple, s'est abattue sur un sud-ouest frappé par la sécheresse jusqu'en Californie, tandis que Phoenix, en Arizona, a atteint un record de température presque incroyable de 54 jours de chaleur de 110° F ou plus ! (Oh, attendez, cela fait dans les 55°C !).

Et ce n'est là, bien sûr, que le début d'une liste apparemment sans fin. Je n'ai même pas mentionné la disparition des glaciers de montagne ou la montée en flèche des températures en Asie du Sud ou au Moyen-Orient. (L'Iran a atteint une chaleur record de 70°C en août). Il n'est pas difficile de comprendre que si nous, les humains, continuons à utiliser des quantités stupéfiantes de combustibles fossiles et à déverser toujours plus de gaz à effet de serre dans l'atmosphère – et la dernière étude indique que nous nous dirigeons dans cette direction à une vitesse record – la Terre, ou du moins la vie telle que nous la connaissons sur cette planète, va, à long terme, presque littéralement être la proie... de quoi d'autre ?... des flammes.

Non, ce n'est pas que rien n'est fait. Les formes d'énergie non productrices de carbone sont en effet de plus en plus nombreuses dans le monde (même dans un cœur pétrolier comme le Texas). Toutefois, pour ne prendre qu'un exemple, la Chine, le pays qui évolue le plus radicalement vers la création d'une énergie toujours plus verte, brûle également plus de charbon que le reste de la planète réunie et prévoit toujours d'augmenter son utilisation de cette source d'énergie dévastatrice. N'oublions pas non plus qu'à l'heure actuelle, les deux plus grands producteurs de gaz à effet de serre, la Chine et les États-Unis (qui, cumulés, sont aussi de loin les plus grands producteurs de l'histoire), ont à peine été capables, ces dernières années, d'échanger un mot civil, et encore moins de collaborer pour essayer de faire de cette planète un endroit plus frais et plus agréable à vivre. À l'heure actuelle, il semble qu'ils aient bien plus de chances de se faire la guerre (tout en incinérant encore plus de combustibles fossiles et bien d'autres choses dans le processus) que de s'allier pour aider à sauver la planète telle que nous la connaissons.

Pendant ce temps, bien sûr, les géants de l'énergie fossile ont réalisé – je sais que cela sonne comme un disque rayé, mais que puis-je faire ? – des bénéfices records. (oups, désolé !) Et n'oubliez pas qu'aux États-Unis, les dirigeants de l'un des deux principaux partis politiques s'emploient à soutenir et à développer les grandes compagnies pétrolières et les sources d'énergie productrices de carbone de toutes sortes, tout en niant la réalité de ce que j'ai décrit ci-dessus. Pire encore, selon les derniers sondages, leur leader officieux, Donald Trump, a une chance assez effrayante (ou devrais-je dire bouillante ?) de reprendre la présidence en 2024 et de contrôler le gouvernement pour au moins quatre nouvelles années imprévisibles et peut-

être de plus en plus autoritaires de l'enfer du carbone. Dans ces conditions, vous pouvez en effet dire adieu à cette planète.

La guerre est en nous

Pire encore, compte tenu de la situation mondiale de plus en plus désastreuse, posez-vous la question suivante : comment l'humanité réagit-elle aux dangers profonds auxquels elle est confrontée ? Concentrons-nous notre attention sur l'extinction des flammes, pour parler ainsi ? Je crains que, malgré les efforts héroïques d'un certain nombre de jeunes, la réponse globale ne soit : Jamais de la vie ! Malheureusement, au lieu de s'attaquer de front à la crise du changement climatique, une grande partie de l'humanité semble bien décidée à allumer des incendies du type de ceux qui nous définissent depuis des temps immémoriaux. Je pense, bien sûr, à un tout autre type de destruction planétaire : la guerre. En fait, il semble parfois que ce soit de loin notre plus grande aptitude et notre nature la plus profonde, même si c'est la plus sinistre.

À un moment où la paix est plus que jamais nécessaire pour nous permettre de nous concentrer sur notre avenir menacé, la guerre (et la menace d'une recrudescence de celle-ci) semble une fois de plus être ce que nous sommes trop disposés à mettre au cœur même de tout, y compris dans nos bulletins d'information.

Considérons la guerre, en fait, notre autre version de l'incendie de la planète. Il fut un temps où il s'agissait simplement d'une métaphore pour désigner les guerres destructrices qui se sont succédé tout au long de l'histoire de l'humanité, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Après tout, comme le savent tous ceux qui ont vu le film à succès Oppenheimer, c'est en 1945 que ce pays a découvert comment créer un incendie mondial qui, contrairement au changement climatique, pourrait consumer notre planète en un rien de temps. Je pense, bien sûr, aux armes nucléaires et au fait que leur pouvoir de nous faire griller (et, trop ironiquement, de nous plonger dans un hiver nucléaire potentiellement dévastateur) n'a fait que croître de manière incommensurable avec le temps. Les armes des arsenaux nucléaires actuels sont généralement beaucoup plus puissantes que les deux bombes atomiques qui ont décimé les villes d'Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août de cette année-là.

Près de 80 ans plus tard, neuf pays possèdent des armes nucléaires et les États-Unis prévoient, dans les décennies à venir, d'investir jusqu'à 2 000 milliards de dollars dans la « modernisation » de leur propre arsenal nucléaire, les Russes et les Chinois leur emboîtant le pas. Pire encore, derrière la dernière guerre à grande échelle sur la planète Terre, celle de l'Ukraine, se cache la possibilité que de telles armes soient effectivement utilisées sur un champ de bataille pour la première fois depuis 1945. Je parle bien sûr des « armes nucléaires tactiques » – dont certaines sont bien plus puissantes que les bombes atomiques qui ont détruit Hiroshima et Nagasaki – et des menaces implicites du président russe de les utiliser.

Ce conflit sanglant, lancé par l'invasion de Vladimir Poutine en février 2022, s'est transformé en une véritable guerre de tranchées de type Première Guerre mondiale (à laquelle s'ajoutent, bien sûr, de nombreuses avancées modernes comme les drones) qui ne montre aucun signe de fin dans un avenir imaginable. Et si cette guerre – et d'autres conflits, dans des endroits allant du Soudan au Pakistan – ne vous suffisaient pas, que dire du cauchemar Hamas-Israël qui se déroule actuellement au Moyen-Orient ?

Oui, lors de son assaut surprise contre Israël, le Hamas a brutalement massacré de jeunes participants à un festival de musique en nombre surprenant, ainsi qu'un nombre déconcertant d'enfants, tandis qu'Israël frappe maintenant sans pitié Gaza et ses deux millions d'habitants (dont près de la moitié sont des enfants), frappant des écoles, des hôpitaux et des mosquées, tout en coupant l'électricité et la nourriture, ce qui, comme l'a récemment fait remarquer le sénateur Bernie Sanders, constitue une « grave violation du droit international. »

Non moins sinistrement important, ce combat désastreux est devenu le centre d'intérêt de presque tous les journaux télévisés, d'une manière qui serait inconcevable pour le danger à long terme du changement climatique. Personne ne sait encore comment ce conflit pourrait encore se développer ou s'étendre, mais il est symbolique qu'en réponse aux premières attaques surprises du Hamas, l'idée de l'administration Biden pour rétablir la paix dans un

Moyen-Orient déchiré par les conflits ait été d'envoyer une force opérationnelle de porte-avions et d'avions de chasse. Je veux dire, que pouvions-nous faire d'autre ?

Et attention, même lorsque nous ne sommes pas en guerre, les États-Unis et d'autres pays sont toujours prêts à investir une part bien plus importante de leurs richesses dans leurs armées que dans la lutte contre le changement climatique. Certes, il faut reconnaître à Joe Biden qu'il a supervisé l'adoption de la loi sur la réduction de l'inflation qui, au fil du temps, permettra d'investir plusieurs centaines de milliards de dollars dans le développement d'une économie prête à faire face au changement climatique.

Toutefois, il pourrait s'agir là de sa seule initiative et de son seul investissement majeurs en matière de climat (en grande partie grâce à une Chambre républicaine) au cours de ses quatre années de mandat, alors que chaque année où il a été président, l'armée américaine a reçu ou recevra un budget de plus de 800 milliards de dollars (qui continue d'augmenter pour atteindre la barre des mille milliards de dollars). De même, lorsque nous aidons nos alliés, comme dans le cas de l'Ukraine, nous sommes bien plus susceptibles de leur donner des milliards de dollars pour l'armement et d'autres types d'aide militarisée (75 milliards de dollars dans le cas de l'Ukraine) que de les aider à lutter contre les cauchemars croissants du réchauffement climatique.

L'humanité va-t-elle devenir astéroïde ?

On pourrait dire que, dans l'histoire comme dans le présent, la guerre a été à la fois le principal talent de l'humanité et son obsession, et que nous sommes, dans un sens fondamental, des créatures folles. La guerre reste un élément profond et inépuisable de notre monde. Faire la guerre, dans un certain sens, pourrait être considéré comme notre truc. Je suis moi-même né au milieu de la Deuxième Guerre mondiale dévastatrice du siècle dernier et j'ai vécu les guerres américaines de Corée, du Vietnam, d'Afghanistan et d'Irak (deux fois), ainsi que cette interminable guerre contre le terrorisme.

C'est donc bien de nous qu'il s'agit. Mais voici ce qui est différent en ce moment : alors que nous, les humains, préparons et lançons trop régulièrement des guerres, cette planète nous fait maintenant visiblement la guerre. Le réchauffement climatique est, en quelque sorte, un assaut au ralenti mais de plus en plus horrible contre la planète telle que l'humanité l'a connue au cours des derniers milliers d'années.

Ou plutôt, si l'on veut voir les choses sous cet angle, l'humanité est en train de se faire la guerre à elle-même, en utilisant les combustibles fossiles comme arme de dévastation atmosphérique à long terme, tout en se distrayant avec des guerres plus localisées sur cette planète. Grâce à cela, il n'est plus totalement absurde de parler de notre possible extinction. En un sens, on pourrait dire que, grâce à son génie particulier, l'humanité a réussi à créer un moyen à la fois rapide et spectaculairement lent de se détruire (et de détruire bien d'autres choses). Je parle bien sûr des armes nucléaires et du changement climatique. Et grâce, au moins en partie, à notre incapacité à cesser de nous faire la guerre, nous semblons nous assurer que le changement climatique ne sera pas l'objet de toute notre attention, comme il devrait l'être.

Il faut donc considérer les armes nucléaires et le changement climatique comme des versions accélérées et ralenties de l'astéroïde qui a emporté les dinosaures et tant d'autres formes de vie sur Terre il y a 66 millions d'années. Au moins, Tyrannosaurus Rex et ses comparses n'étaient pas responsables de la force qui les a fait entrer dans l'histoire. Si les choses ne changent pas sur cette planète dans les décennies à venir, il n'en sera peut-être pas de même pour l'humanité. En fait, il faudrait dire que nous avons peut-être créé notre propre astéroïde, que nous l'avons envoyé sur une trajectoire dévastatrice au ralenti vers la Terre, puis (pour aggraver les choses) que nous avons largement ignoré sa venue et que nous avons commencé à nous entretenir les uns les autres.

Considérez donc tout cela comme la forme la plus profonde de la folie humaine et espérez simplement que, d'une manière ou d'une autre, du Moyen-Orient à l'Ukraine, de Pékin à Washington, nous puissions nous réveiller à ce que nous nous infligeons à nous-mêmes avant qu'il ne soit trop tard.

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

POUR UN COÛT DE
4,9 MILLIARDS DE
DOLLARS

**Approbation du
projet d'extension
d'un nouveau tracé
du métro de Dubaï**

Le souverain de Dubaï, Cheikh Mohammed ben Rachid, a annoncé l'approbation d'un projet visant à prolonger une nouvelle ligne de métro de l'émirat, appelée « Ligne bleue du métro de Dubaï », pour un coût de 18 milliards de dirhams (4,9 milliards de dollars). Cheikh Mohammed, vice-président et Premier ministre des Émirats, a expliqué dans son compte sur la plateforme « X » que le projet s'étend sur 30 kilomètres et couvre des zones d'un million d'habitants. Il a souligné que la nouvelle ligne de métro transportera quotidiennement 320 000 passagers, selon l'Agence de presse du monde arabe. La Koweït Foreign Petroleum Exploration Company (KUFPEC) a signé des protocoles d'accord avec des compagnies pétrolières pakistanaïses pour y élargir son portefeuille et accroître la valeur de ses actifs. L'agence de presse koweïtienne a cité la KUFPEC, l'une des sociétés de la Koweït Petroleum Corporation, qui a déclaré dans un communiqué qu'elle avait signé des mémorandums avec la Oil and Gas Development Company, la Mari Petroleum Company et la Prime Pakistan Company, décrivant ces sociétés comme des pionnières et caractérisées par des taux de réussite élevés et des capacités techniques distinguées dans les opérations de prospection et d'exploration. Mohammed Al Haimer, PDG de KUFPEC, a déclaré dans le communiqué que les mémorandums « incluent également la fourniture d'opportunités et de ressources importantes pour améliorer les actifs de l'entreprise, des examens indépendants par les pairs, l'échange de connaissances, le transfert d'expertise et le bénéfice des experts de partenaires mondiaux. »

TURQUIE

La Banque centrale relève ses taux d'intérêt à 40 %

La banque centrale de Turquie a relevé son taux directeur de 500 points de base plus que prévu, à 40 %, dans une mesure inattendue.

La banque centrale devrait relever son taux directeur de 250 points de base, à 37,5% cette semaine, et à 40% d'ici la fin de l'année, selon une enquête Reuters. La banque a augmenté son taux de pension à une semaine (TRINT=ECI) de 3 150 points de base depuis juin. Le niveau actuel de la demande intérieure et les risques géopolitiques maintiennent les pressions inflationnistes, a déclaré la banque à l'issue de la réunion du Comité de politique monétaire. Le comité déterminera les décisions politiques visant à créer les conditions financières nécessaires à une baisse durable de la tendance sous-jacente de l'inflation, dans le but d'atteindre l'objectif d'inflation de 5 % à moyen terme. L'amélioration des conditions de financement extérieur, l'augmentation continue des réserves de change, l'impact positif du rééquilibrage de la demande sur la balance courante et l'augmentation de la demande intérieure et extérieure d'actifs libellés en livres turques contribuent de manière significative à la stabilité du taux de change et à l'efficacité de la politique monétaire. À la lumière de ces évolutions, on



observe une baisse de la tendance sous-jacente de l'inflation mensuelle. Les indicateurs d'inflation et la tendance sous-jacente de l'inflation seront étroitement surveillés et le Comité continuera d'utiliser de manière décisive tous les outils à sa disposition, conformément à son objectif principal de stabilité des prix. Le Comité continuera de prendre ses décisions dans un cadre prévisible, fondé sur des données et

transparent. Selon l'enquête mensuelle sur les tendances de consommation publiée par l'Institut turc des statistiques (TUIK), l'indice de confiance des consommateurs en Turquie a augmenté de 1,1% en glissement mensuel en novembre de cette année pour atteindre 75,5 points. Les sous-indices relatifs à la situation financière actuelle des ménages ont augmenté de 2,7% et les

attentes relatives à la situation financière des ménages au cours des 12 prochains mois ont augmenté de 2,6%. L'indice des attentes concernant la situation économique générale au cours des 12 prochains mois a augmenté de 0,6 % en novembre par rapport au mois précédent. En revanche, les estimations concernant les dépenses en biens durables au cours des 12 prochains mois ont baissé de 0,6%.

MINISTRE DES TRANSPORTS

«Les ports égyptiens ne sont pas à vendre... »

Le ministre égyptien des Transports, Kamel Al-Wazir, a déclaré que les ports égyptiens ne sont ni à vendre ni à acquérir, mais que nous saluons les investissements dans la gestion et l'exploitation. Le ministre a ajouté, en marge des assemblées générales de 4 sociétés affiliées à la Société Holding des Transports Maritimes et Terrestres, que le gouvernement égyptien, représenté par le ministère des Transports, s'efforce de mettre en œuvre toutes les procédures et mécanismes qui contribuent à le développement de tous les ports égyptiens en application des directives du président Abdel Fattah Al-Sissi visant à faire de l'Égypte un centre mondial du commerce et de la lo-

gistique. Dans une déclaration, le ministre des Transports a souligné l'importance d'attirer les investisseurs pour qu'ils coopèrent dans le domaine de la gestion et de l'exploitation, ainsi que d'attirer davantage de nouvelles compagnies maritimes et d'attirer davantage de commerce de transit. Le ministre a souligné la nécessité d'établir rapidement des zones logistiques à l'ouest du port de Port-Saïd (4 zones logistiques), qui s'appuient sur le port et les chemins de fer, afin de contribuer à l'augmentation des échanges et de la circulation dans le port. Il a expliqué que ces zones ne sont pas seulement des zones d'entrepôts, mais compren-

dront des usines pour des industries complémentaires pour réaliser l'emballage et de petites industries, comme valeur ajoutée à ces zones logistiques. Il a souligné que les dirigeants politiques attachent une grande importance à la création de ports secs et de zones logistiques, au nombre de 25 ports secs et zones logistiques dans toute la République, qui font partie de la mise en œuvre par l'Égypte de 7 corridors logistiques pour soutenir le mouvement commercial égyptien et maximiser leur avantage d'augmenter le revenu national et de faire de l'Égypte un centre mondial du commerce et de la logistique.

ARABIE SAOUDITE

L'excédent commercial s'élève à 12 milliards de dollars

L'excédent commercial de l'Arabie saoudite a continué d'augmenter pour le deuxième mois consécutif, enregistrant 44 milliards de riyals (environ 12 milliards de dollars) en septembre. Ce chiffre représente une augmentation mensuelle significative de 27,5%, par rapport à l'excédent du mois d'août, où il avait atteint 34 milliards de riyals, mais il reste en baisse de 31,5% sur une base annuelle. L'Autorité générale des statistiques (GAS-TAT) a signalé une baisse de 17,1% des exportations de matières premières, s'élevant à environ 103,8 milliards de riyals, par rapport à septembre de l'année précédente. Cette baisse est principalement due à une

baisse de 17,1% des exportations pétrolières, tombées à 83,1 milliards de riyals (environ 22,2 milliards de dollars) contre 100,3 milliards de riyals en septembre 2022, suite à la réduction volontaire de la production initiée par l'Arabie saoudite en mai, dans le cadre de son engagement dans l'alliance OPEP+, visant à stabiliser les marchés pétroliers mondiaux. Les exportations de pétrole représentaient 80,1 % des exportations totales en septembre, soit une légère augmentation par rapport aux 80 % du même mois de l'année dernière. Sur une base mensuelle, les exportations de marchandises ont diminué de 0,1 %, tandis que les exportations non pé-

trolières, qui incluent les réexportations, ont chuté de 17,2 % à 20,7 milliards de riyals en septembre 2023, contre environ 25 milliards de riyals en septembre 2022. Les importations ont également connu une baisse de 2,2%, s'établissant à 60,1 milliards de riyals contre 61,5 milliards de riyals l'année précédente. Dans le même temps, la Chine est restée le principal partenaire commercial de l'Arabie saoudite, ses exportations vers ce pays représentant 18,3 % des exportations totales en septembre. Les dix principales destinations des exportations comprenaient l'Inde, les Émirats arabes unis, les États-Unis, Bahreïn, Oman,

l'Égypte et la Pologne, et représentaient 67,1 % des exportations totales. De même, les dix principaux pays importateurs, à savoir la Chine, les États-Unis, les Émirats arabes unis, l'Inde, l'Égypte, l'Allemagne, le Japon, la Suisse, la Corée du Sud et l'Italie, représentaient 62,3 % des importations totales. Le port islamique de Djeddah constituait le principal port pour les marchandises entrant en Arabie Saoudite, représentant 24,1% des importations totales en septembre, suivi par d'autres ports majeurs tels que le port King Abdulaziz à Dammam et l'aéroport international King Khalid à Riyad.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT ET AFRICANGUARANTEEFUND

Coup d'envoi de l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA)

L'AFAWA Finance Series mettra l'accent sur les avantages tangibles du financement des femmes pour les Petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes, les institutions financières, le gouvernement kenyan et les décideurs politiques

La Banque africaine de développement, à travers son Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA), en partenariat avec AfricanGuaranteeFund (AGF) et en collaboration avec le Bureau de la conseillère du président sur les droits des femmes, a inauguré la 6ème édition de l'AFAWA Finance Series à Nairobi, au Kenya. Cet événement de trois jours sur le thème du renforcement de l'inclusion financière des femmes, qui se déroulera du 21 au 23 novembre 2023, est une initiative essentielle visant à révolutionner le paysage financier et à favoriser un environnement propice aux femmes entrepreneures, en facilitant leur croissance et leur contribution au développement économique du continent. Depuis sa création il y a un peu plus de deux ans, l'initiative AFAWA a déjà approuvé 1,2 milliard de dollars de financement pour les entreprises dirigées par des femmes dans 32 pays d'Afrique, avec l'objectif de mobiliser 5 milliards de dollars de financement pour les entreprises africaines dirigées par des femmes d'ici 2026.

« Les produits financiers doivent être adaptés aux expériences, aux besoins et aux aspirations uniques des femmes dès le départ, et non plus tard, lorsqu'ils sont à grande échelle », a déclaré Son Excellence la gouverneure Ann Wai-guru, présidente du Conseil des gouverneurs du Kenya et principale oratrice.

« Les institutions financières sont confrontées à un défi majeur pour comprendre et répondre aux besoins uniques des femmes entrepreneures. Nous avons besoin d'approches innovantes pour améliorer la solvabilité des femmes, car les exigences tradition-

nelles en matière de garanties ne font que renforcer les inégalités entre les sexes », a-t-elle ajouté.

L'AFAWA Finance Series mettra l'accent sur les avantages tangibles du financement des femmes pour les Petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes, les institutions financières, le gouvernement kenyan et les décideurs politiques. La conférence d'ouverture sera suivie d'une formation de deux jours visant à sensibiliser les institutions de prêt sur les moyens d'investir intelligemment en tenant compte du genre.

« Les femmes kenyanes sont connues pour leur résistance et leur ténacité », a déclaré à la presse Harriette Chiggai, conseillère pour les droits des femmes au cabinet du président de la République du Kenya, en détaillant les services bancaires, les subventions et autres programmes gouvernementaux destinés aux femmes chefs d'entreprise.

« L'AFAWA Finance Series est une reconnaissance de notre engagement à créer un environnement dans lequel les femmes kenyanes peuvent accéder à des outils financiers essentiels pour l'entreprise et le développement », a ajouté Mme Chiggai.

La série explore les moyens d'améliorer les cadres réglementaires susceptibles de favoriser l'accès au financement pour les Petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes. L'événement permettra également de mieux comprendre le mécanisme "AFAWA Guarantee for Growth" (G4G), tel qu'il est mis en œuvre par AGF.

« Trop de femmes entrepreneures à travers le continent n'ont pas eu l'opportunité de développer leurs entreprises. Nous sommes ici aujourd'hui pour aider à remettre en cause les perceptions erro-

nées et souligner la possibilité de faire des affaires dans l'offre de services financiers aux entreprises dirigées par des femmes. AFAWA comprend les défis auxquels les femmes sont confrontées et l'initiative les aborde de front », a déclaré Marie-Laure Akin-Olugbade, vice-présidente chargée du développement régional, de l'intégration et de la mise en œuvre des activités au sein du Groupe de la Banque africaine de développement.

Les recherches montrent que les femmes remboursent mieux leurs emprunts que les hommes et qu'elles réinvestissent généralement jusqu'à 90 % de leurs revenus dans l'éducation, la santé et la nutrition de leur famille et de leur communauté.

« La question que nous nous posons est de savoir comment soutenir les femmes et accroître leur productivité pour participer pleinement à la croissance de l'économie africaine », a déclaré Jules Ngankam, directeur général du groupe AGF. Grâce au programme G4G de l'initiative AFAWA, nous avons rencontré des institutions financières plus audacieuses qui prêtent à des PME dirigées par des femmes, augmentant ainsi leur appétit pour ce marché cible », a-t-il ajouté.

Les précédentes éditions de l'AFAWA Finance Series ont été organisées en Tanzanie, en République démocratique du Congo, au Ghana, en Angola et au Nigeria.

Les nations donatrices de l'AFAWA étaient représentées lors du lancement au Kenya par Son Excellence S.E. Roberto Natali, Ambassadeur d'Italie au Kenya et Son Excellence Caroline Vicini, Ambassadrice de Suède au Kenya.

NIGERIA

L'américain John Deere construira une usine d'assemblage de tracteurs

Alors que son pays était confronté à une forte hausse des prix des produits alimentaires, le président nigérian avait promis de transformer l'agriculture à travers des investissements massifs dans les domaines des engrais, de la mécanisation, des semences, de la formation professionnelle.

Le fabricant américain d'équipements agricoles John Deere construira une usine d'assemblage de tracteurs au Nigeria, a annoncé le Bureau du vice-président nigérian, Kashim Shettima.

« John Deere a fait part de son intérêt pour l'investissement dans le secteur agricole nigérian à travers la construction d'une usine d'assemblage de tracteurs lors d'une réunion entre le vice-président Shettima et de hauts responsables de l'entreprise, conduits par son vice-président chargé des systèmes de production, Jason Brantley », a-t-on précisé de même source.

Cité dans le communiqué, Kashim Shettima a déclaré que le Nigeria s'est engagé à transformer son agriculture afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles.

« Pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, trois éléments clés sont essentiels à nos yeux. Il s'agit d'abord des semences certifiées, puis la mécanisation et la fourniture d'engrais et, bien sûr, les services de vulgarisation des techniques agricoles », a-t-il dit.

En juillet dernier, le président nigérian, Bola Tinubu a déclaré « l'Etat d'urgence sur la sécurité alimentaire », promettant une transformation de l'agriculture à travers des investissements massifs dans les domaines des engrais, de la mécanisation, des semences, de la formation professionnelle et de la transformation des produits agricoles.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU CONGO

En passe d'atteindre 4 % en 2023, selon le FMI

Le Congo mène depuis le début de l'année 2022 un programme de réformes économiques supervisé par le FMI et visant à renforcer la résilience de son économie. A l'issue d'une mission, à Brazzaville, le Fonds estime que les perspectives économiques du pays restent favorables. La croissance économique de la République du Congo est en passe d'atteindre 4 % en 2023. C'est ce qu'a déclaré le Fonds monétaire international (FMI), à l'issue d'une mission de deux semaines dans le cadre de la 4e revue du programme financier au titre de la facilité élargie de crédit (FEC).

Dans un communiqué publié, ce vendredi 3 novembre, le Fonds explique que cette projection se justifie par une solide performance du secteur non pétrolier et le redressement de la production pétrolière, au premier semestre, cette année, après trois années de contraction. Dans le cadre de l'examen du programme FEC, l'institution de Bretton Woods a estimé que des progrès significatifs ont été réalisés, en ce qui concerne les discussions sur les mesures politiques visant à assainir les finances publiques et à faire avancer les réformes structurelles clés. Cependant, «

des efforts continus sont également nécessaires pour soutenir la mise en œuvre de réformes structurelles visant à renforcer la gestion des investissements publics, à améliorer la gouvernance et à soutenir l'assainissement budgétaire », a-t-elle ajouté.

En janvier 2022, le gouvernement congolais s'était engagé dans un programme économique de 36 mois au titre de la FEC, soutenu par le FMI, en vue de réduire les fragilités et placer le Congo sur la voie d'une croissance plus résiliente et plus inclusive. L'accord entre Brazzaville et l'institution monétaire permet au

pays de bénéficier, à terme, d'un financement d'environ 455 millions \$.

Il faut rappeler que depuis 2015, le Congo connaît une crise qui a fait plonger son économie dans la récession. D'après les données du FMI, avec l'arrivée de la covid-19, le PIB de ce pays d'Afrique centrale a chuté de -6,3% en 2020, contre 1,1% affiché l'année précédente. Toutefois, grâce aux réformes mises en place par l'Etat congolais pour relancer l'activité économique, la croissance du pays a atteint 1,7% en 2022.

DANS UN MARCHÉ CALME APRÈS THANKSGIVING

Le CAC 40 gagne 0,8% sur la semaine

La Bourse de Paris termine en petite hausse vendredi. Ce qui ne l'empêche pas d'afficher un gain hebdomadaire de 0,8%, pour revenir au contact des 7.300 points.

Sans surprise, cette dernière séance de la semaine n'a pas été palpitante à la Bourse de Paris. Les intervenants américains étaient plus occupés à faire les magasins en ce lendemain de Thanksgiving qu'à prendre des positions à Wall Street, qui d'ailleurs sera fermé à 19 heures, horaire de Paris. Le CAC 40 termine en hausse de 0,20% à 7.292,80 points ce vendredi soir.

Jeudi, l'indice vedette parisien avait déjà engrangé 0,24% en l'absence de repères en provenance de Wall Street, fermé pour Thanksgiving. Le CAC 40 est donc gagnant de 0,81% sur la semaine. A l'agenda ce vendredi, quelques indicateurs macroéconomiques de part et d'autre de l'Atlantique ont un peu nourri la réflexion des investisseurs. En Europe, les opérateurs ont pris connais-

sance d'une confirmation de la contraction de l'économie allemande au troisième trimestre. L'Allemagne a bien vu son PIB baisser de 0,1% tandis que le moral des entrepreneurs dans le pays, s'améliore mais pas assez. L'indice IFO mesurant le climat des affaires dans le pays s'est apprécié de 0,4 point à 87,3 points, alors que les analystes tablaient sur 87,5 points. Aux Etats-Unis, l'indice PMI composite (qui compile l'activité des services et de l'industrie) est ressorti un peu au-dessus des anticipations à 50,7 pour le mois de novembre, alors que les attentes étaient logées à 50,4 points (le seuil de 50 marquant la différence entre une contraction et une expansion de l'activité).

Une actualité peu fournie
Du côté des entreprises, l'actualité était bien clairesmée. Laurent-Perrier termine en hausse de 1,7% après ses comptes semestriels, soutenus par une hausse des prix des bouteilles. Le groupe prévient tout de même que la seconde partie de l'année sera plus compliquée. Sur le marché des changes, l'euro gagne 0,2% face au dollar à 1,0933 dollar. Du côté du pétrole, les cours des deux références mondiales évoluent en ordre dispersé. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier gagne 0,6% à 81,93 dollars, tandis que son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en janvier, perd 0,4% à 76,80 dollars.

BOURSE DE CHAÎNE

Les prix du lithium en Chine chutent plus rapidement

Les prix du lithium en Chine ont chuté plus fortement cette semaine, atteignant un plus bas de 26 mois, alors qu'une livraison d'essai du métal au Guangzhou Futures Exchange a indiqué une offre plus importante que prévu dans le premier producteur mondial du métal des batteries. Le contrat à terme sur le lithium de janvier, le plus négocié sur la bourse, a légèrement augmenté de 1 % vendredi pour terminer la semaine à 124 050 yuans (17 202,65 \$) la tonne métrique, en baisse de 10 % sur la semaine. Ils ont perdu 7% la semaine dernière. Il a enregistré une chute de 7 % jeudi et se situe maintenant à moins de la moitié de son prix lorsque le contrat a commencé à être négocié en juillet. Cette chute est survenue un jour après qu'un test effectué par la bourse pour le nouveau contrat ait montré une disponibilité plus élevée que prévu de l'offre livrable, selon les analystes et les négociants. "L'essai a déçu ceux qui avaient parié sur une pénurie de produits livrables à l'échéance du contrat, ce qui a accéléré la chute des prix", a déclaré Zhang Weixin, analyste du lithium chez China Futures. La chute du marché à terme a entraîné celle des prix du lithium au comptant. Le carbonate de lithium au comptant

évalué par Fastmarkets a chuté de 11 % cette semaine pour atteindre son niveau le plus bas depuis 26 mois, à 129 000 yuans la tonne, soit sa plus forte baisse hebdomadaire depuis sept mois. Les prix ont baissé de 4 % la semaine dernière. Les prix pourraient tomber à 100 000 yuans la tonne d'ici la fin de l'année, sans que l'on puisse s'attendre à une reprise de la demande, a déclaré M. Zhang. Les prix ont chuté de manière spectaculaire depuis le pic de près de 600 000 yuans atteint en novembre dernier, après que la Chine a mis fin à ses subventions nationales pour les véhicules électriques. Le marché a également été affaibli par l'augmentation de la production nationale de carbonate de lithium en raison de la baisse des coûts des matières premières. Les prix du spodumène, l'une des principales matières premières pour le produit chimique du lithium, ont chuté à 1 590 dollars la tonne cette semaine, soit une baisse de 80 % cette année et le niveau le plus bas depuis août 2021. La production chinoise de carbonate de lithium en novembre devrait atteindre 43 970 tonnes, soit une hausse de 9 % par rapport à octobre et de 20 % par rapport à novembre dernier, selon le fournisseur d'informations Shanghai Metals Market (SMM). Les stocks facilement disponibles sur le marché s'élevaient à 63 296 tonnes à la mi-novembre, selon le SMM, contre 45 917 tonnes en octobre. La croissance de l'offre étant supérieure à la demande, l'offre mondiale de lithium sera excédentaire de 4 % cette année, selon CITIC Futures, contre un déficit de 6 % en 2021 et 2022.

La Bourse de Paris est revenue à 4% de son record historique

Alors que les marchés américains ne rouvrent que pour une demi-séance en ce jour de Black Friday, la Bourse de Paris a préféré limiter les initiatives, comme hier pour Thanksgiving. Elle finit toutefois en petite hausse et progresse de 0,8% sur la semaine. Le Cac 40 gagne quasiment 6% sur le mois. La Bourse de Paris clôture cette nouvelle séance très calme en petite hausse. En ce jour de Black Friday, alors que les marchés américains ne rouvrent que pour une séance écourtée après avoir été fermés hier pour Thanksgiving, le Cac 40 a grappillé 0,2%, à 7.292,80 points, dans un volume d'échanges de seulement 2 milliards d'euros. L'indice parisien affiche un gain hebdomadaire de 0,81% après avoir progressé de 2,7% la semaine dernière, ragaillardi par la baisse plus forte que prévu de l'inflation aux Etats-Unis en octobre. Il est revenu à 4% de son record historique de 7.581,26 points atteint au cours de la séance du 24 avril. Bank of America Securities note que les fonds d'actions ont enregistré, au cours de ces deux dernières semaines, leurs plus gros flux entrants depuis février 2022. Sur l'année, le cash reste l'actif le plus plébiscité (des flux entrants de 1.200 milliards de dollars contre seulement 143 milliards pour les actions et 183 milliards pour les Treasuries).

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Novembre 2023					
Valeur : 27 Novembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2136	134.2286
1	EUR	EURO		146.4807	146.5508
1	GBP	POUND STERLING		167.9980	168.1009
100	JPY	JAPANESE YEN		89.9495	89.9776
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8043	18.8072
1	CHF	SWISS FRANC		152.0317	152.1349
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.2530	98.2712
1	DKK	DANISH KRONE		19.6523	19.6560
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9006	12.9041
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5457	12.5508
1	AED	UAE DIRHAM		36.5436	36.5497
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7817	35.7905
1	KWD	KUWAITI DINAR		435.3344	435.8071
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8828	43.3138
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.2500	13.2515
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7679	27.9102
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5338	3.5342
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.6315	178.6315

POINT MARCHÉS

Wall Street sans direction en plein week-end de Thanksgiving

La Bourse de New York a fini vendredi sans grand changement et sur de faibles volumes d'échanges à l'issue d'une séance écourtée au lendemain d'une journée de clôture en raison de la fête de Thanksgiving. En l'absence de nombreux intervenants, l'indice Dow Jones a gagné 0,33%, ou 117,12 points,

à 35.390,15 points. Le S&P-500, plus large, a fini quasiment stable, avec un modeste gain de 2,72 points, soit 0,06%, à 4.559,34 points. Le Nasdaq Composite a pour sa part reculé de 15 points (-0,11%) à 14.250,86 points. Les trois indices enregistrent une quatrième semaine consécutive de

gains hebdomadaires. Le Dow a pris 1,27% sur la semaine, le S&P-500 1,00% et le Nasdaq 0,09%. Aux valeurs individuelles, Nvidia a cédé 1,93%. Reuters a rapporté que le groupe avait informé ses clients chinois du report au premier trimestre 2024 du lancement de sa puce H20, conçue pour res-

pecter les règles en matière d'exportation dictées par Washington. Le fabricant d'aspirateurs autonomes iRobot s'est envolé de 39%, trois sources ayant déclaré à Reuters qu'Amazon (+0,02%) était sur le point d'obtenir le feu vert de la Commission européenne pour l'acquisition du groupe.

VISANT À TRIPLER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le Brésil signe un accord mondial sur le climat

Le Brésil a signé un accord visant à tripler les énergies renouvelables à l'échelle mondiale d'ici 2030 et à abandonner l'utilisation du charbon, a annoncé vendredi le ministère des Affaires étrangères du pays, se joignant à un accord potentiel soutenu par l'Union européenne et les États-Unis. et les Émirats arabes unis.

Le plus grand pays d'Amérique du Sud fait désormais partie d'une centaine de pays qui ont signé l'accord, selon un responsable européen proche du dossier. Des sources ont déclaré à Reuters plus tôt ce mois-ci que l'objectif était que l'accord soit officiellement adopté par les dirigeants participant à la COP28 des Nations Unies sur le climat qui débute la semaine prochaine à Dubaï.

L'ambassade du Brésil à Abou Dhabi a déclaré dans une lettre adressée au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis qu'elle se joindrait à l'accord intitulé « Engagement mondial en matière d'objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique ».

Un porte-parole du ministère brésilien des Affaires étrangères a confirmé que le pays avait décidé de rejoindre l'accord. Le Brésil est déjà un acteur majeur dans le domaine des énergies renouvelables. Plus de 80 % de l'électricité du pays provient de sources renouvelables, notamment l'hydroélectricité, les énergies solaire et éolienne se développant rapidement.

Alors que le Brésil soutient le triplement des énergies renouvelables à l'échelle mondiale, cela n'est mathématiquement pas possible au niveau national, a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

« Le Brésil ne sera pas en mesure de tripler sa



propre énergie renouvelable parce qu'elle est déjà très élevée, mais le Brésil renforce une fois de plus son soutien aux énergies renouvelables », a-t-il déclaré. Le projet d'engagement en matière d'énergies renouvelables, examiné par Reuters, s'engage à « réduire progressivement l'énergie au charbon », notamment en mettant fin au financement de nouvelles cen-

trales électriques au charbon.

Le charbon représente un peu plus de 1 % de l'électricité du Brésil, selon les statistiques officielles. Il comprend également un engagement à doubler le taux annuel mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique pour le porter à 4 % par an jusqu'en 2030.

GRANDE-BRETAGNE

Le remaniement de Lloyds met en péril environ 2 500 emplois-source

La plus grande banque britannique, Lloyds, met en péril environ 2.500 emplois dans le cadre d'un remaniement, a déclaré à Reuters une source proche du dossier, dans un contexte de nouvelles pressions des prêteurs pour réduire les coûts.

Lloyds est sur le point d'entamer une consultation avec le personnel occupant un certain nombre de postes, notamment les analystes et les chefs de produits, a indiqué la source, ajoutant que beaucoup d'entre eux passeraient par un processus de sélection et qu'il était clair combien d'entre eux seraient finalement suppri-

més. Le personnel devrait être informé du processus dès la semaine prochaine, a indiqué la source, ajoutant que cela impliquerait également la création de 120 postes.

Le Guardian a été le premier à rendre compte du processus. "Nous évoluons et transformons notre activité pour garantir que nous pouvons faire plus pour nos clients et fournir les produits et services dont ils ont besoin", a déclaré un porte-parole de Lloyds, ajoutant que la banque examinait la façon dont les équipes travaillaient sans donner de détails sur d'éventuelles réductions. Cette nouvelle intervient après que Reu-

ters ait rapporté jeudi que le rival de Lloyds, Barclays, travaillait sur des plans visant à économiser jusqu'à 1 milliard de livres (1,25 milliard de dollars), ce qui pourrait impliquer la suppression de 2 000 emplois.

La plupart des banques britanniques ont enregistré une série de bénéfices solides, la hausse des taux ayant augmenté les revenus des prêts. Mais les inquiétudes des investisseurs concernant une concurrence plus rude pour les liquidités des épargnants et d'éventuels défauts de paiement sur les prêts dans un contexte de crise du coût de la vie pèsent sur le secteur.

DES MILLIERS DE BRITANNIQUES N'ONT PAS ACCÈS AUX SERVICES

Panne des services bancaires mobiles et en ligne de HSBC UK

Des milliers de clients de HSBC (HSBA.L) en Grande-Bretagne ont signalé qu'ils ne pouvaient pas accéder à certains services bancaires mobiles et en ligne, le dernier d'une longue série de problèmes de ce type pour les banques britanniques.

Le site Web Downtdetector, qui suit les pannes de service, a signalé que les plaintes ont commencé peu après 07h00 GMT et ont culminé à plus de 4 000 à 09h00, des centaines de clients se plaignant toujours de problèmes à 16h00 GMT. "Nous travaillons dur pour restaurer les services bancaires mobiles et en ligne de HSBC UK, y compris l'autorisation des achats par carte en ligne via l'application", a déclaré un porte-parole de la banque. "Nous comprenons que cela soit vraiment frustrant pour certains de nos clients et nous

sommes vraiment désolés pour la gêne occasionnée." Ces problèmes sont le résultat d'un "problème interne au système", a déclaré le

porte-parole. Les défenseurs des consommateurs ont déclaré que les problèmes de la plus grande banque britan-

INDE

125 milliards de dollars en actions industrielles

Un changement tectonique vers les valeurs industrielles est en cours dans le pays le plus peuplé du monde, ce qui a longtemps été considéré par les investisseurs en actions comme un pari lucratif sur la consommation.

Les efforts du Premier ministre Narendra Modi pour devancer la Chine et transformer le modèle économique indien en un modèle axé sur la production plutôt que sur la consommation créent un vent favorable aux entreprises d'infrastructure et de l'industrie lourde.

Avec une route, un aéroport, un tunnel, un métro ou une installation électrique en construction presque partout en Inde, l'effort d'édification de la nation attire les investisseurs.

nique seraient particulièrement aigus étant donné que c'est l'une des journées de shopping les plus actives du pays. "Cette panne de HSBC va causer un véritable casse-tête à beaucoup de ses clients. Dans le pire des cas, elle pourrait empêcher les gens d'effectuer des paiements essentiels comme le loyer et les factures, mais elle tombe également le Black Friday, l'un des jours de shopping les plus chargés de l'année.", a déclaré Sam Richardson, rédacteur en chef adjoint du magazine de défense des consommateurs Which?. Ces dernières années, les régulateurs et les responsables politiques ont appelé à plusieurs reprises les banques à prévenir de tels problèmes, à un moment où les prêteurs réduisent leur présence physique et encouragent leurs clients à recourir aux services numériques.

POUR LE 6^{ÈME} MOIS EN RAISON DE LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE

L'activité industrielle japonaise recule

L'activité industrielle japonaise a diminué pour le sixième mois consécutif en novembre, tandis que la croissance modeste du secteur des services a peu changé, a montré une enquête auprès des entreprises, soulignant la fragilité de l'économie dans un contexte de demande et d'inflation faibles.

L'indice des directeurs d'achats (PMI) du secteur manufacturier japonais flash de la Jibun Bank a glissé à 48,1 en novembre contre 48,7 en octobre.

L'indice est resté sous le seuil de 50,0 qui sépare la contraction de l'expansion depuis juin.

La production et les nouvelles commandes ont encore diminué en novembre et le rythme de contraction des affaires entrantes s'est accéléré. Alors que la pression sur la capacité a continué de s'atténuer, les fabricants ont réduit leurs effectifs pour un deuxième mois consécutif.

"L'activité des entreprises du secteur privé japonais a stagné au milieu du quatrième trimestre 2023", a déclaré Usamah Bhatti, économiste chez S&P Global Market Intelligence, qui a compilé l'enquête.

"Les conditions de la demande dans les entreprises du secteur privé sont restées modérées en novembre et ont peu changé par rapport à octobre."

Même si l'inflation des prix des intrants est tombée à son plus bas niveau depuis 27 mois, elle est restée élevée et est restée supérieure à la moyenne au cours de la série, indique le rapport. La hausse des coûts des matières premières, du carburant et de la main-d'œuvre ainsi que la faiblesse du yen comptent parmi les principaux facteurs de l'origine de la hausse des prix.

L'indice PMI flash des services de la Jibun Bank s'est établi à 51,7 en novembre, soit peu de changement par rapport à 51,6 en octobre, montrant une modeste expansion du secteur, mais il s'agit du deuxième chiffre le plus faible jusqu'à présent cette année.

Les entreprises restent confiantes quant aux perspectives d'activité des entreprises pour l'année à venir, selon l'enquête. L'indice PMI composite Flash Japan de la Jibun Bank, qui combine l'activité du secteur manufacturier et celui des services, s'est établi à 50,0 en novembre contre 50,5 en octobre.

CITROËN
Ë-BERLINGO VAN
L'artisan de la mo-
bilité urbaine

Circuler sans stress, partout et dans un véhicule utilitaire efficient, confortable et zéro émission, c'est le pari réussi du Citroën ë-Berlingo Van Electric.

Chargement à la carte

Le Citroën ë-Berlingo Van est un utilitaire zéro émission modulable. Commercialisé en deux dimensions de 4,40 m, et 4,75 m (pour la version XL), son volume de chargement, remarquable, varie de 3,30 m³ à 3,80 m³ pour la version Taille M de 4,40 m, et de 3,90 m³ à 4,40 m³ pour le ë-Berlingo XL de 4,75 m. Il est d'une hauteur de 1,80 m pour 1,92 m de large et offre jusqu'à 800 kilos de charge utile.

Un VU qui coche toutes les cases

Il arbore des lignes fluides et modernes, et un habitacle parfaitement étudié pour répondre à l'usage des professionnels. Ainsi, à l'intérieur, ce sont 113 litres qui sont dédiés aux rangements. Le siège passager latéral est escamotable afin d'augmenter la longueur de 1,2 mètre. Il est ainsi possible de transporter, dans la longueur, des objets jusqu'à 3,44 m. Disposant de 19 aides à la conduite, le ë-Berlingo Van Electric répond au cahier des charges de l'utilitaire moderne. Un utilitaire aux portes arrière battantes tolées avec une ouverture à 180°, dont la cabine peut par ailleurs se configurer en deux places classiques, ou 3 places via la formule Extensio. On notera aussi la possibilité de disposer de deux portes latérales coulissantes, un équipement toujours très pratique.

Jusqu'à 275 km d'autonomie électrique

Le ë-Berlingo Van Electric, c'est la promesse de pouvoir circuler partout, y compris dans les zones réglementées avec seuils d'émissions de CO₂. Il abrite un moteur électrique de 100 kW (136ch), accouplé à une transmission automatique à huit rapports. Il est équipé d'une batterie lithium-ion de 50 kWh directement placée dans le châssis. Cette batterie est garantie 8 ans/160 000 km et offre une autonomie largement suffisante pour couvrir les besoins quotidiens des professionnels, jusqu'à 275 km (cycle WLTP).

Des charges en un éclair

Le ë-Berlingo Van de Citroën se recharge rapidement sur une Wallbox, ou sur une borne publique. Une Wallbox qui permet une recharge de 0 à 100% en moins de 8 heures en monophasé, ou 5 heures en triphasé. Sur une borne publique de 100 kW, la batterie se rechargera quant à elle à 80% en une trentaine de minutes.

PORSCHE PANAMERA 2024

Bien plus nouvelle qu'il n'y paraît

Jamais je n'aurais imaginé un jour qu'une Panamera, en l'occurrence la nouvelle génération qui arrive au printemps 2024, fasse penser à... un lowrider ! Vous savez, ces voitures dont les suspensions sont modifiées pour qu'elles puissent monter, descendre et même sauter sur leurs roues !

Et pourtant, sous nos yeux ébahis, un technicien nous montre, avec son smartphone, ce dont est capable la grande berline Porsche équipée de l'inédite suspension Porsche Active Drive. La voiture s'incline, s'abaisse et se relève sur une ou plusieurs roues en fonction de la position du téléphone. Bluffant. Et à quoi ça à l'usage sert me demanderez vous ? D'abord, à faciliter l'accès. Car, c'est un peu flippant la première fois, quand on s'approche de la voiture, celle-ci se relève de 5 cm d'un coup pour éviter d'avoir à trop se baisser ! Ensuite, à la conduite, cette suspension active très sophistiquée et dépourvue de barre antiroulis s'avère capable de maintenir l'assiette de la voiture complètement à plat tout en délivrant un confort de haut niveau. Cela en offrant une hauteur variable en fonction de la vitesse, la voiture s'abaissant de 3 cm sur l'auto-route afin d'améliorer l'aérodynamisme et donc la sobriété.

Une suspension qui a un penchant pour le confort

Mais ce n'est pas tout. Pour aller encore plus loin dans le bien être des occupants en limitant les contraintes physiques sur leurs corps, les ingénieurs allemands ont implémenté des fonctions inédites : ainsi, au freinage, l'avant de la voiture se lève et l'arrière se baisse, tandis qu'en virage la voiture se penche légèrement vers l'intérieur. Un premier contact nous a permis de constater que c'est assez déroutant de la place du conducteur, notamment quand on force le trait lors d'un freinage d'urgence. Mais rassurez vous, ces fonctions sont désactivables, et même désactivées par défaut quand on bascule en mode Sport ou Sport + sur notre variante Turbo E-Hybrid. Sachez, d'ailleurs, que cette étonnante suspension Porsche Active Drive est réservée aux variantes PHEV. Pas pour des raisons marketing mais bien techniques. Car la fameuse suspension est gourmande en énergie et réclame une architecture en 400V. En son absence, la Panamera se contente d'une suspension pneumatique classique... qui s'annonce déjà convaincante.

Le royaume des écrans à bord

Pour le reste, cette 3e génération de Panamera n'est pas si nouvelle que cela. Elle reprend la plateforme de sa devancière, ses portes et pavillon, et affiche à peu de chose près les mêmes dimensions - 5,05 m de long



sur 1,94 m de large. Le style est virilisé avec des ailes avant plus marquées et des phares revus, alors que la voiture profite d'un nouveau "nez" avec des entrées d'air agrandies au niveau du bouclier. Les versions Turbo profitent d'une présentation spécifique, avec notamment un logo Porsche "foncé" et des roues avec écrou central rappelant la compétition. A bord, l'accent porte sur la digitalisation avec l'adoption d'un écran-compteur numérique (12,6 pouces) qui rappelle beaucoup celui du Taycan. Sans compter l'apparition d'une 3e dalle (10,9 pouces) devant le passager. Le levier de vitesse classique cède la place à un mini manche placé à droite du volant, la console conservant (heureusement) une floppée de commandes physiques. Les habitués retrouveront le bouton "start/stop" à gauche du volant ainsi que l'horloge trônant au milieu de la planche de bord. L'espace n'évolue quasiment pas mais reste très généreux, notamment à l'arrière où les deux occupants sont reçus royalement. Et puis, si ça ne suffit pas, la Panamera existera aussi en version longue, développée à la base pour la Chine, mais que Porsche proposera aussi en Europe.

Plus de chevaux et d'autonomie

Côté technique, outre la nouvelle suspension dont a déjà parlé, la Panamera profitera de nombreuses évolutions. A commencer par une nouvelle boîte de vitesse à double embrayage PDK à neuf vitesses qui intègre, sur les PHEV, un nouveau moteur électrique plus puissant (190 ch au lieu de 136 ch). On le retrouve sur la variante Turbo E-Hybrid (680 ch/930 Nm de couple) qui constitue, avec la Panamera 4 (353 ch/500 Nm), l'offre au lancement. L'hybride rechargeable profite d'une batterie agrandie à 25,9 kWh (17,9 kWh avant). De quoi, selon le cycle WLTP, annoncer une autonomie en 100% électrique de 90 km (53 km avant). Cette allonge wattée va de pair avec des performances d'exception, cette Turbo E-Hybrid annonçant passer de 0 à 100 km/h en seulement 3,2 s, pour une vitesse de pointe de 315 km/h. Bref, cette Panamera s'annonce un grand cru, ce que nous vérifierons dès le printemps. Enfin, notez que l'élégante variante break Sport Turismo ne sera vraisemblablement pas remplacée car elle n'a séduit que les Européens.

AUTREFOIS STAR INCONTESTÉE DES SUV

Que devient le Nissan Qashqai?

Il fut un temps où le Nissan Qashqai était le roi des SUV compacts et grand public. Et pour cause, il fut l'un des premiers à confondre les genres, entre "crossover" et berline compacte après l'arrêt de l'Almera qui n'aura pas laissé un souvenir impérissable sur le Vieux Continent, en dehors du Royaume-Uni autrefois intégré à l'Europe. Le Qashqai avait tout pour lui : le champ libre avec une concurrence quasiment inexistante, une bonne habitabilité et des prix bien placés. Il fait vite un carton en devenant la meilleure vente des SUV en Europe en 2009 avec plus de 182 000 unités vendues. Mais les autres constructeurs sentent le filon et l'investissent : rapidement, Volkswagen, Ford, Peugeot, Renault et bien d'autres

conçoivent leur propre SUV. Aujourd'hui, le Qashqai souffre de la concurrence accrue mais tient encore bon avec plus de 114 000 exemplaires écoulés l'année dernière alors que la version full hybride n'était pas encore totalement arrivée sur le marché.

Juke, Qashqai et Tesla, quel lien commun ?
Le fait est que Nissan n'a plus l'avantage d'être le premier et seul sur le marché avec ses Juke et Qashqai. Et comme le marché automobile européen a toujours eu son "plafond" autour des 15 millions de ventes par an, avant que la pandémie ne casse cette dynamique et fasse tomber les résultats annuels autour des 11 millions. Avec une concurrence plus importante et un gâteau qui

se resserre, Nissan voit sa part réduite. L'allié nippon de Renault prépare tout de même une nouvelle offensive pour relancer la carrière de ses SUV avec la confirmation des nouveaux Juke, Qashqai et Leaf qui seront respectivement sur des plateformes de R4, Scénic et Mégane E-Tech. La situation que vit Nissan pourrait concerner à moindre mesure Tesla qui garde encore un avantage stratégique avec la communication autour de la marque et l'argument des Superchargeurs, qui conservent un bien meilleur taux de fiabilité et de disponibilité que bon nombre de réseaux de recharge. Il n'empêche, même avec Elon Musk à la baguette et des produits toujours bien placés en matière de prix, Tesla com-

mence à sentir la meute se rapprocher, que ce soit en Europe comme en Chine. Malgré les difficultés que rencontre actuellement le groupe Volkswagen avec des commandes d'électriques en baisse, les livraisons sont toujours soutenues. Rien qu'en Allemagne, la marque VW devance désormais Tesla sur les 10 premiers mois de l'année avec 58 661 immatriculations d'ID et de e-Up! devant Tesla à 54 761 unités. Avec l'interdiction du moteur à combustion en 2035, Tesla va de toute façon avoir fort à faire. Rappelons que l'Américain vise 20 millions de ventes mondiales par an d'ici 2030...

MACBOOK 5G Inflection AI a fini d'entraî- ner son LLM Inflection-2

Après une levée de fonds conséquente d'1,3 Md\$ en juillet dernier, la start-up américaine Inflection AI annonce avoir terminé d'entraîner son grand modèle de données Inflection-2. Selon la jeune pousse, ce LLM jouerait dans la même cour que PaLM 2 de Google. Inflection AI ne perd pas de temps. Après avoir levé cet été 1,3 milliard de dollars et séduit de nombreux investisseurs (Microsoft, Reid Hoffman co-fondateur de LinkedIn, Bill Gates cofondateur de Microsoft, Eric Schmidt ex CEO de Google, et Nvidia), la start-up californienne travaille d'arrache-pied sur le développement de ses LLM. Après avoir lancé Inflection-1 en juin dernier, la jeune pousse annonce avoir terminé d'entraîner la dernière mouture de son grand modèle de langage, malicieusement baptisée Inflection-2. Il « est nettement plus performant qu'Inflection-1, et fait preuve d'une connaissance factuelle nettement améliorée, d'un meilleur contrôle stylistique et d'un raisonnement optimisé », explique l'éditeur. Entraîné sur 5 000 GPU Nvidia H100, Inflection-2 serait selon la start-up dotée de performances n'ayant rien à envier aux LLM concurrents GPT-4 d'OpenAI, PaLM-2 de Google, Claude-2 d'Anthropic, Llama-2 de Meta ou encore Grok de X. Et ce, selon des résultats issus de différents benchmarks (MMLU, TriviaQA, Hel-laSwag et GSM8k). Pour autant, il s'agit de là de performances brutes et ce modèle devra, avant d'être exploité dans la nature, subir d'inévitables ajustements et cela, Inflection AI en est pleinement conscient. « Avant qu'Inflection-2 ne soit diffusé, il subira une série d'étapes d'alignement pour devenir une IA personnelle utile et sûre », a indiqué la start-up.

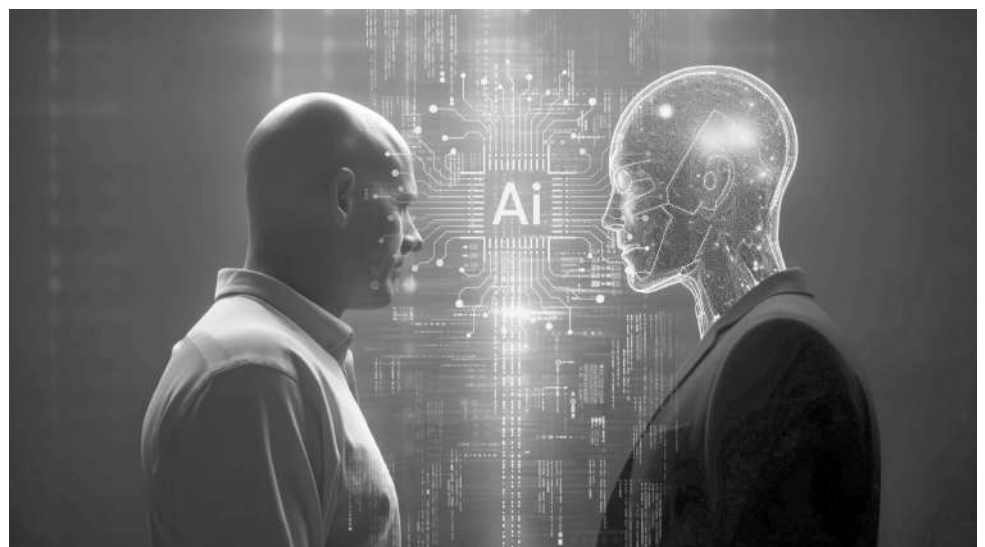
La nouvelle super intelligence Q* d'OpenAI défie l'intelligence humaine !

Dans cette affolante course au Graal qu'est devenue l'intelligence artificielle, la dernière annonce en date est celle d'OpenAI. L'éditeur de ChatGPT développerait actuellement une nouvelle IAG, nommée Q et qui, à terme, s'approcherait, voire supplanterait l'intelligence humaine. Et ce n'est que le début ! Que doit penser le commun des mortels encore sensés ? Prévenir les dérives et encadrer les avancées ? Ne pas renoncer au progrès et poursuivre cette prodigieuse aventure ? Ou foncer dans le mur ? Bref, y a-t-il encore un pilote dans l'avion ?*

OpenAI, l'éditeur de ChatGPT, serait en train de développer un nouveau type d'intelligence artificielle, nom de code Q*. Ces travaux constitueraient les prémices d'une nouvelle génération d'intelligence, censée se rapprocher le plus possible de celle d'un être humain. Selon des indiscretions du site The Information, les équipes d'OpenAI travailleraient sur une nouvelle forme d'intelligence artificielle générale (IAG) capable de « surpasser » tout ce qu'un humain peut réaliser, mais aussi potentiellement dangereuse à terme dans ses applications. Déjà, au début de l'année, de nombreuses rumeurs laissaient entendre que la prochaine évolution majeure de ChatGPT pourrait être les prémices d'une certaine intelligence artificielle générale. Le projet serait baptisé Q* (prononcer « Q Star »). Une fois aboutie, cette intelligence pourrait égaler, voire dépasser, l'humain dans diverses tâches de réflexion.

Une évolution majeure

Après la génération de contenus écrits et la traduction, l'intelligence artificielle pourrait donc prochainement exceller en mathématiques. Dans l'immédiat, l'algorithme serait tout juste capable de résoudre des problèmes relativement simples mais, à terme, cette intelligence pourrait être appliquée à la recherche scientifique. L'IAG est encore de l'ordre de la science-fiction,



car elle suggère une capacité de raisonnement se rapprochant de l'intelligence humaine, qui n'a jamais été ne serait-ce qu'approchée. Elle se réfère en fait à une forme d'intelligence artificielle possédant la capacité de comprendre, d'apprendre et d'appliquer ses propres connaissances de la même manière que le ferait un humain, de pouvoir même se substituer à lui dans différents contextes.

Affolante démesure des avancées des IA

Sous une forme aboutie, une IAG pourrait théoriquement effectuer n'importe quelle tâche

intellectuelle qu'un humain est d'ordinaire capable d'accomplir. Alors que de nombreux experts en intelligence artificielle ont déjà mis en garde sur ses possibles dérives. Même si les avancées d'OpenAI sont impressionnantes, aboutir à une réelle IAG reste un objectif à long terme. À noter tout de même que l'annonce de ces avancées en interne pourrait être à l'origine de l'éviction du P.-D.G. d'OpenAI Sam Altman par son conseil d'administration, avant son retour rocambolesque quelques jours plus tard et la menace de la démission de la majorité des employés de la start-up.

25 ANS, CHEVEUX ROSES, 125 000 ABONNÉS SUR INSTAGRAM

IA espagnole conçue pour remplacer les influenceurs qui vous agacent

Une agence d'influence espagnole se spécialise dans la conception de mannequins d'intelligence artificielle (IA), proposés aux marques, qui peuvent ensuite les embaucher. Les vrais influenceurs n'ont qu'à bien se tenir. Depuis l'émergence au sein de l'opinion publique des capacités et de l'omniprésence de l'intelligence artificielle, beaucoup se posent la question : l'IA menace-t-elle emplois, métiers et autres activités ? La réponse est aujourd'hui sous nos yeux, et les influenceurs, aussi adulés que décriés, pourraient figurer parmi les premières victimes. Faisons connaissance avec Aitana Lopez, qui nous vient de Barcelone.

Une agence propulse des mannequins IA sur le devant des réseaux sociaux

Aitana a 25 ans, elle a les cheveux roses et est originaire de la capitale catalane. Elle aime les jeux vidéo, le fitness et le cosplay. Apparue sur les réseaux seulement cet été, beaucoup en sont déjà fans. Elle compte 125 000 followers sur Instagram, elle s'est essayée à TikTok (vous comprendrez

pourquoi c'est plus compliqué), et elle a même un compte Fanvue, l'un des concurrents de Mym et OnlyFans, où vous pourrez « obtenir tout ce qui vous excite », rien que ça ! Derrière un portrait, il faut le dire, flatteur, Aitana Lopez ne s'en cache pas : elle est une intelligence artificielle, ou plutôt, une « création digitale », qui se revendique « déesse espagnole de la tentation ». Nous assistons ici au début d'un business qui pourrait bien mettre à mal le vaste univers des influenceuses et influenceurs. Aitana Lopez vient de The Clueless, une agence d'influence espagnole, aussi installée à Barcelone, qui se définit comme « une agence de mannequins IA qui sélectionne soigneusement des modèles réfléchis et durables qui représentent magnifiquement diverses personnalités, prenant d'assaut le monde virtuel ». La citation est un peu « bullshit », vous nous pardonnerez l'expression, mais vous avez compris le message.

Les marques peuvent « embaucher » des modèles créés par l'intelligence artificielle

Dans le genre, The Clueless fait aussi



la promotion de Maia Lima, une jeune argentine caractérisée par sa timidité et sa pureté. Elle revendique son ouverture et sa diversité dans ses relations. Sagittaire, elle est passionnée de football et suit les aventures de Boca Juniors. The Clueless se met au service des marques, en leur proposant directement des mannequins pour leurs campagnes, leur image de marque ou leurs divers projets créatifs. Les modèles peuvent carrément être embauchés par les clients de The Clueless. L'agence peut créer un influenceur de mode, une passionnée

de sport, un artiste créatif ou tout autre personnage, selon les desiderata de la marque. On ignore quel peut être l'impact réel de la technologie et de ce type d'agence, mais à moins qu'une régulation ne soit adoptée dans les mois et les années à venir, la démocratisation des modèles IA semble plausible, voire inéluctable, et pourrait s'avérer être une alternative réelle pour les marques. Avec toutes les conséquences (intérêt physique, image de la femme et autres) dont on pourra s'émouvoir plus tard.

Mots fléchés

Élevage de lapins		Innocenté		En charge des sacrifices		Contrariété		Volcan		Point sur la carte		Assassiner	Larguées
Images et sons		Consternation				Liquide purulent				Attachée			
Éclos				Actinium du chimiste			Force	Banquette					
Boîte de nuit											Club de foot		
											Exceptionnel		
Kiki				Chevalier en jupon				Gobelet					
Sceau				Irlande				Filles populaires					
					Courroie					Vieux			
										Ville de Corse			
Garenne						Île de France			Sur le bassin d'Arcachon				
Trouer						Capacité			Saison				
					Mettre bas								Auxiliaire
					Cerise								
Pour ceci			Chevauché								Échelle	Racontée	
Couples													
				Écimèrent									
				Cobalt									
Frontières du Liban			Son perçant				Considérer		Affluent du Danube				
Petit saint			Fromage d'Auvergne										
									Amère				
		Grosseur							Costume de rani				
Élima				Géologue autrichien						Argon			Préférer des injures
Métal à bijoux				Penché						Plantes des jachères			
		Socles						Prête au vol					
		Datation						Affligé					
Paradis					Rapace								
					Sélénium du labo								
Truandé	Armes à bander					Observée						Rivière d'Afrique	
							Chlore		Astuce				
							Fait						
Désert de pierres	Ex capitale d'Arménie				Avantage						Agent de liaison		
	En ville				Capone intime						Parcours des yeux		
			Patauger						Pronom personnel				
Petite cale			Nommer						Transpirer				

PÉTROLE

Le Brent clôture à 80,58 dollars

Les prix du pétrole glissaient vendredi où le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a perdu 1,03%, pour clôturer à 80,58 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI) de même échéance, a cédé 2,02%, à 75,54 dollars. La séance a été plus courte que d'ordinaire à la Bourse de Chicago (CME) pou tenir compte de l'absence de nombre de traders, la journée étant coïncée entre un jour férié aux Etats-Unis (Thanksgiving) et un week-end.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Dimanche 26 novembre 2023 http://www.lesenjeuxeco.dz



INTEMPÉRIES À SKIKDA

257 familles évacuées en raison des crues dans 5 communes

Plus moins de 257 familles ont dû être évacuées ces dernières 24 heures, dans cinq (5) communes de la wilaya de Skikda, en raison de la montée des eaux dans leurs demeures, ont indiqué, samedi, les services de la wilaya. Selon cette source, les communes concernées sont celles de Skikda, où 87 familles ont été évacuées de leurs maisons inondées, d'El Harrouch (41 familles), de Hammadi-Krouma (105), d'Azzaba (4) et de Ramdane-Djamel (20). La majorité de ces familles ont été temporairement hébergées dans des maisons de jeunes aménagées pour la circonstance, tandis que d'autres ont préféré s'installer provisoirement chez leurs proches, a-t-on indiqué. Les services de la direction de l'Action sociale et de la solidarité (DASS) ont remis, de leur côté, aux familles hébergées dans les maisons de jeunes de Ramdane-Djamel et de Skikda, 292 matelas, couvertures et oreillers, 282 bouteilles d'eau minérale et 740 lots de denrées alimentaires, avec la contribution de la direction du Commerce et de la promotion des exportations et du comité de wilaya du Croissant-Rouge Algérien (CRA), ont encore fait savoir les services de la wilaya.

EGYPTE-COMESA

Les échanges commerciaux dépassent les 5 milliards de dollars en 2022

Les échanges commerciaux entre l'Egypte et les pays du COMESA (marché commun de l'Afrique orientale et australe) ont dépassé les 5 milliards de dollars en 2022, selon les chiffres publiés par l'agence égyptienne officielle (CAPMAS). Selon l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS), les échanges commerciaux entre l'Egypte et les pays de la région ont atteint 5,431 milliards de dollars en 2022, contre 4,385 milliards en 2021, soit une hausse de 1,046 milliards. Les exportations égyptiennes vers les pays du COMESA ont atteint 3,544 milliards de dollars en 2022, contre 3,066 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 15,6 %. Les cinq principaux pays africains qui représentaient 84,8 % du total des exportations égyptiennes vers ce bloc étaient la Libye avec des exportations d'une valeur de 1,215 milliard de dollars (34,3 %), le Soudan avec 929 millions de dollars (26,2 %), le Kenya avec 356 millions de dollars (10,0 %), la Tunisie avec 306 millions de dollars (8,6 %) et Djibouti avec 173 millions de dollars (4,9 %).

PÉTROLE

JP Morgan prévoit un prix moyen de 83 \$ le baril en 2024

La baisse des cours de brut attendue en 2025 devrait découler essentiellement des gains substantiels en matière d'efficacité énergétique et de la hausse des ventes de véhicules électriques au détriment des véhicules à moteur à combustion interne. Le baril moyen du baril de Brent, qui sert de prix de référence pour une grande partie de la production pétrolière mondiale, devrait tourner autour de 83 dollars en 2024 avant de reculer à 75 dollars en 2025, a estimé la banque américaine JP Morgan dans un rapport publié le 21 novembre. La prévision de prix pour 2024 découlera d'une demande « résiliente aux États-Unis, forte dans les marchés émergents et stable dans les pays européens », ont précisé les analystes de la banque. Pour 2025, la prévision de prix se base sur les attentes de gains substantiels en matière d'efficacité énergétique et de hausse des ventes de véhicules électriques au détriment des véhicules à moteur à combustion interne, deux facteurs qui devraient engendrer une baisse de la demande de carburants. En termes de demande globale, les



analystes de JP Morgan s'attendent à une croissance de 1,9 million de barils par jour en 2023. Cette demande devrait ensuite s'affaiblir pour se situer à 1,6 million de barils par jour en 2024 et à 1 million de barils par jour seulement en 2025. Du côté de l'offre, JP Morgan prévoit une croissance de la production de brut hors Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ce qui pourrait saper les ef-

forts du cartel pour maintenir les prix à un niveau élevé. Dans ce contexte, les membres de l'OPEP+ (une alliance entre 13 pays membres de l'OPEP et 10 autres producteurs, dont la Russie et le Mexique) devraient continuer à réduire leur production pour tenter de soutenir les cours du baril. Agence

FINANCES

Le data center du secteur inauguré le 15 décembre

Le "Data center" du secteur des Finances qui regroupera toutes les informations relatives aux directions sous tutelle sera inauguré le 15 décembre prochain, a annoncé, jeudi à Alger, le ministre des Finances, Laaziz Faid. S'exprimant lors d'une plénière du Conseil de

la nation consacrée aux questions orales et présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de membres du Gouvernement, M. Faid a précisé que "le ministère des Finances se renforcera à partir du 15 décembre prochain d'un 'Data center', qui regroupera pour

la première fois les informations disponibles au niveau des différentes plateformes numériques relevant des différents services du ministère et des directions générales du secteur, notamment les impôts, les douanes et le Domaine". Ce centre de données a été développé au ni-

veau du ministère des Finances par des compétences nationales, qui ont développé les différentes applications de cette nouvelle structure numérique, a ajouté le ministre en réponse à la question du sénateur Mustapha Djebane (FLN), sur la numérisation du secteur.

PLF 2024

Des incitations financières et fiscales dans le domaine de la pêche

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Ahmed Badani, a indiqué, jeudi à Oran, que le projet de la loi de finances 2024 prévoit des incitations financières et fiscales dans le domaine de l'aquaculture dans les bassins agricoles ou d'entreprises d'élevage des produits de la mer. M. Badani a affirmé, dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la deuxième édition du Forum de la jeunesse algérienne, organisé par le Conseil supérieur de la jeunesse, intitulé "les défis à l'heure de la citoyenneté : la jeunesse algérienne entre autonomisations politique et économique", que son département ministériel œuvrait à accompagner la formation des jeunes sur le plan technique et l'appui financier dans l'aquaculture, afin de créer des entreprises de production du poisson Ti-

lapia dans le Sud et ce, jusqu'à la commercialisation du produit. Il a ajouté que les entreprises créées dans ce segment ont la possibilité d'offrir des postes d'emploi aux universitaires et aux jeunes, notamment ceux ayant une formation dans le domaine de la pêche et l'aquaculture, relevant que le ministère de tutelle a recensé près de 65 entreprises spécialisées dans l'aquaculture, parmi lesquelles 31 startups, dont l'accompagnement est en cours. Le ministre a fait part de l'organisation, prochainement, avec le Conseil supérieur de la jeunesse de journées d'études pour l'accompagnement des jeunes et des opérateurs économiques pour la généralisation de l'aquaculture, particulièrement dans les Hauts plateaux et les régions du Sud.

A noter qu'à l'occasion de ce forum, deux conventions-cadre ont été signées entre le Conseil supérieur de la Jeunesse et les ministères de l'Agriculture et du Développement rural et de la Pêche et des Productions halieutiques, visant à renforcer et accompagner les jeunes dans leurs projets. La cérémonie d'ouverture de ce forum, organisé sous le slogan "Une jeunesse forte pour un avenir sûr - Tous pour la Palestine", en présence de membres du gouvernement, de représentants de la société civile, de la famille révolutionnaire et des autorités locales, a vu la participation de plus de 800 jeunes, issus de plusieurs wilayas du pays parmi les membres du Conseil, des jeunes de différentes catégories et des régions ainsi que ceux de la communauté nationale établie à l'étranger.